

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 560

Janvier - Mars 2026

63e année -1,5 € / 3 CHF /
£ 1,5 / 10 DA / 1,5 DT / 5 DH
/ 300 CFA / 1,5 \$ CAD

DANS CE NUMERO

- Elections municipales
- Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (1)
- Drame de Crans-Montana.
- Belgique. Contre Arizona il faut une véritable lutte de classe !
- Algérie. Répression d'État, nationalismes et indépendance de classe. A propos de la «question kabyle».
- Les prolétaires algériens et la loi contre le colonialisme
- Chili : un demi-siècle après le coup d'Etat de Pinochet
- Venezuela : Contre l'agression impérialiste américaine !

L'Iran entre bestiale répression et menaces impérialistes

La sanglante répression des manifestations a permis au régime iranien de surmonter une fois encore les graves troubles sociaux qui ont secoué le pays ces dernières semaines

Tout a commencé le 28 décembre par des manifestations et des fermetures des magasins des commerçants du Bazar de Téhéran à la suite de la chute de la monnaie qui mettait en péril la rentabilité de leurs commerces, manifestations qui se sont étendues aux autres villes. Les commerçants dénonçaient en particulier un système de multiples taux de change qui permet à des grandes entreprises de s'enrichir par le trafic de devises alors qu'il rend difficile leur accès à ces devises indispensables pour se prémunir de l'inflation. Ces couches, politiquement conservatrices, ont toujours été des soutiens du régime ; c'est la raison pour laquelle le gouvernement adopta initialement une position conciliante envers les manifestants, dont les revendications

(Suite en page 11)

Le journal a été bouclé juste avant l'attaque américano-israélienne contre l'Iran. Pour notre analyse à ce sujet, reportez-vous à notre site: www.pcint.org

Mort d'un militant néo-nazi La diversion anti-fasciste contre la lutte de classe

La mort de Quentin Deranque, jeune militant catholique intégriste, membre fondateur d'un groupuscule néo-nazi (les Allobroges Bourgois), décédé après une altercation le 12 février à Lyon en marge d'une conférence de Rima Hassan, députée franco-palestinienne de la France Insoumise, a déclenché une vague de propagande contre LFI, l'« ultra gauche », l'« extrême gauche » ou même la gauche tout court, accusées d'être responsables de ce « lynchage ».

Les médias ont repris sans sourciller le récit des amis du militant, selon lequel il était tombé dans une embuscade tendue par des « antifas », alors qu'en réalité des enregistrements vidéos montrent que c'était le groupe dont il faisait partie qui avait tendu un guet-apens à des militants se rendant à la conférence.

Il s'agit d'une pratique courante à

Lyon où prolifèrent des groupuscules d'extrême droite violents responsables de nombreuses attaques dans la ville (plus d'une centaine en 15 ans selon *Rue89*, sans compter le meurtre raciste ignoré des médias du jeune Ismaïl Aali le 6 janvier dernier dans le sud de la métropole). La « Jeune Garde Anti-fasciste » dont plusieurs membres ont été inculpés pour le meurtre de Deranque, fait partie des groupes qui se sont constitués en réaction pour affronter physiquement les nervis d'extrême droite. Elle entendait rompre avec les pratiques antifas minoritaires classiques : « nous proposons une autre manière de fonctionner et de concevoir la lutte en nous inspirant des expériences antifascistes populaires basées sur la lutte des

(Suite en page 2)

Minneapolis, c'est le monde entier ! La répression des prolétaires immigrés sert de banc d'essai à un autoritarisme croissant et au recours accru à la force contre toute forme de dissidence

Les manifestations massives contre les pratiques de l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE), la « Gestapo de Trump », qui se déroulent ces jours-ci dans plus de 100 villes des États-Unis à la suite de l'assassinat de Renee Nicole Good, et qui ont rassemblé à Minneapolis plus de 100 000 personnes, expriment le mécontentement réel et profond de larges couches de la population américaine face à ce qui se passe dans le pays : la terreur généralisée associée aux raids et aux arrestations de personnes sans papiers – c'est-à-dire toute personne pouvant être considérée comme telle en raison de la couleur de sa peau ou de son apparence – et la restructuration autoritaire de l'État américain – c'est-à-dire un tournant progressif vers l'autoritarisme et la militarisation de la société.

En ce qui concerne l'ICE, 2025 a été l'année la plus meurtrière de ces deux dernières décennies. Trente-deux personnes sont mortes pendant qu'elles étaient détenues par cette agence fédérale, le chiffre le plus élevé depuis 2004.

Les données relatives aux incidents

survenus hors détention sont plus difficiles à obtenir, car l'ICE n'est pas légalement tenue de les signaler ; toutefois, les médias font état de 16 fusillades impliquant des agents de l'ICE, au

(Suite en page 9)

Mort d'un militant néo-nazi La diversion anti-fasciste contre la lutte de classe

(Suite de la page 1)

classes tel les TPPS (*Toujours Prêts Pour Servir*), les Jeunes Gardes Socialistes/communistes en France ou les expériences des Comités de Résistance dans les quartiers en Turquie, en Grèce ou au Mexique » (1). Bien que classée comme « ultra-gauche » par les services de police en raison de ses actions parfois violentes, politiquement elle s'est inscrite en fait depuis sa formation dans le cadre de l'antifascisme démocratique (2) ; c'est ce qui explique son ralliement à LFI qui a permis à son porte-parole Raphaël Arnault de devenir député. Elle a été dissoute en juin 2025 en même temps que le groupe néo-nazi « Lyon populaire » dont les militants qui se retrouvent maintenant à « Audace Lyon », revendiquent leur compagnonnage avec Deranque.

La campagne en cours a des objectifs politiques électoraux évidents : déconsidérer et affaiblir la France Insoumise qui est aujourd'hui le principal parti de gauche et, à ce titre, un candidat sérieux pour l'élection présidentielle face au Rassemblement National de Le Pen, en raison du profond discrédit des partis traditionnels de gauche et de droite. Gouvernement, droite et extrême droite, faisant de Deranque un véritable martyr, se sont unis dans une dénonciation virulente de LFI tandis qu'au Parti Socialiste, l'ancien président de la République François Hollande prenait la tête des opposants à toute alliance électorale avec les amis de Mélenchon. Profitant de ce climat, le Rassemblement National a appelé à la constitution aux élections municipales, législatives et présidentielles à venir, d'un « front commun » contre LFI « mouvement politique aujourd'hui sorti totalement de la République » – retournant ainsi à son profit la tactique du « front républicain » (alliance électorale de fait des partis de gauche et de droite contre le RN) qui l'avait frustré d'une victoire aux dernières élections législatives...

Mais la campagne a aussi des objectifs politiques plus larges : condamner l'utilisation de la violence de la part de groupes ou partis au moins potentiellement subversifs dans une période où les tensions sociales s'aggravent. « Dans la République aucune violence n'est légitime », a déclaré Macron le 21/02/2026 à propos de la mort du militant néo-nazi, en laissant présager de nouvelles

mesures répressives ; « Il n'y a que les forces républicaines qui peuvent agir parce qu'elles protègent un ordre républicain. Il n'y a pas de place pour les milices d'où qu'elles viennent ».

L'Etat, expliquait Engels, se résume en définitive à un détachement d'hommes en armes, garants du maintien par la force, par la violence potentielle ou ouverte, de l'ordre bourgeois (qu'il se baptise « républicain » ou autre). L'Etat utilise son monopole de la violence contre ceux qui mettent en difficulté, même marginalement, cet ordre comme on le voit régulièrement lors de manifestations ou de grèves, ou comme on l'a vu avec une plus grande intensité lors du mouvement des Gilets Jaunes. Il affecte d'être impartial et de codifier son recours à la violence, mais l'expérience y compris la plus récente montre que sous le régime le plus démocratique, il ne répugne jamais à enfreindre ses propres lois ou à s'appuyer sur des milices d'extrême droite ou des formations paramilitaires : il suffit de se souvenir du tristement célèbre S.A.C. (Service d'Action Civile) dans les années 70...

LES REACTIONS : SOCIAL-PACIFISME, LEGALISME ET ANTI-FASCISME

LFI a réagi à cette campagne déchaînée qui met en péril sa stratégie politique, en condamnant immédiatement les événements de Lyon, en rejetant toute utilisation de la violence et en répétant que le bulletin de vote est le seul moyen d'action légitime (3) ; et elle s'est associée, comme tous les autres groupes parlementaires (à l'exception des centristes de LIOT), à la proposition d'Eric Cioti (président de l'UDR, groupe allié au RN), d'une minute de silence au parlement en hommage à Quentin Duranque ! Mais cette profession de foi pacifiste et légaliste, qui est partagée avec plus ou moins de netteté par les groupes d'« extrême gauche », n'a pas arrêté la campagne en cours...

Si nous considérons en effet rapidement les réactions des groupes trotskystes, nous voyons que le P.T. (Parti des Travailleurs, ex-Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, scission du POI totalement engagé dans LFI) donne comme toujours une version caricaturale de son adhésion aux positions opportunistes ; on peut lire dans son communiqué du 18/02/2026 « Après les événements de Lyon, plus que jamais défendre la

démocratie politique » : « aussi longtemps qu'il peut librement s'organiser, et librement exprimer son objectif – aider la classe ouvrière à réorganiser la société en prenant le pouvoir pour socialiser les moyens de production – le parti ouvrier n'a nul besoin de recourir à la violence. En démocratie, rien ne peut justifier que la confrontation des positions politiques aussi opposées soient-elles, débouche sur la mort d'un homme, quel que soit son engagement ».

Un véritable décalque de la position du PCF qui « dénonce la violence comme arme politique » ainsi que « les dérives de certains groupes se réclamant de l'antifascisme lorsqu'ils emploient eux-mêmes les méthodes que l'extrême droite développe depuis des décennies (...) » : « La lutte contre l'extrême droite progressera par une action de masse des travailleurs et travailleuses et des forces démocratiques, par une lutte sociale et politique dans les entreprises, les quartiers, par le renforcement des syndicats et partis qui combattent son projet raciste, xénophobe et par les urnes » « Mort de Quentin Deranque : face à la violence, organiser le débat et l'action démocratiques », communiqué du 19/02/2026)

Lutte Ouvrière, elle, déclare sentencieusement le 18/02/2026 que les « batailles rangées entre gros bras ne sont pas les méthodes du mouvement ouvrier » : la lutte contre l'extrême droite « ne peut remporter des succès qu'au travers de la lutte de classe et du combat social ».

A ce social-pacifisme, s'ajoute aussi un anti-fascisme qui se traduit par des propositions de front unique aux partis et organisations réformistes et collaborationnistes. Le NPA-Anticapitaliste écrit qu'« il n'existe pas de raccourci pour lutter contre le fascisme. Pour s'y opposer, il faut l'unité – et pas seulement dans les élections – des forces syndicales et politiques attachées à la transformation sociale. Plus que jamais, nous avons besoin de construire un front unitaire de masse capable de faire reculer les fascistes dans les urnes, mais surtout dans la rue, dans les quartiers, dans les entreprises » (communiqué du 17/02/2026). Et le 20/02/2026 : « C'est tout le mouvement ouvrier, toute la gauche combative, tout le mouvement pour l'égalité et l'émancipation qui doit faire bloc face à la fascisation en cours. Renforcer les solidarités à tous les niveaux et constituer un véritable front unique antifasciste, c'est urgent et vital ». Quant à Révolution Permanente, qui passe pour plus radicale que ses consœurs, elle s'adresse « aux organisations du mou-

vement ouvrier, de la gauche, du mouvement social » pour « faire front contre ce qui se passe » (meeting électoral du 16/02/2026 à Saint Denis).

Ces lamentables déclarations ont l'avantage de montrer ce que sont les discours habituels contre les « réformistes » de ces organisations : de la poudre aux yeux camouflant leur suivisme congénital vis-à-vis des forces de la collaboration de classe !

LA DIVERSION ANTIFASCISTE

Les organisations néo-nazies représentent sans aucun doute une menace contre laquelle il est légitime de s'organiser et de combattre, n'en déplaise à ceux qui jugent que cela ne fait pas partie des méthodes du mouvement ouvrier. Mais mettre au premier plan la lutte antifasciste est une **diversion** par rapport à la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, quel que soit le régime politique.

Le véritable danger contre lequel il est nécessaire d'appeler à la lutte, aujourd'hui ce n'est pas le fascisme, mais la **démocratie bourgeoise**. C'est la démocratie, avec son système électoral, ses partis et organisations de droite ou de gauche, qui détourne le prolétariat de la lutte ouverte contre le capitalisme en l'égarant dans des voies sans issue ; c'est la démocratie avec ses médias, son école, ses églises qui l'abrutit et le plonge dans la passivité ; c'est la démocratie avec ses juges, ses lois et ses policiers qui le réprime – avant, s'il le faut,

de laisser la place à la dictature ouverte qui l'écrasera. Prétendre que le danger actuel, c'est le fascisme et appeler pour conjurer ce danger et défendre le statu-quo, à un front avec les organisations qui sabotent continuellement les luttes ouvrières, c'est travailler à la paralysie du prolétariat. La victoire aux dernières élections législatives du Nouveau Front Populaire a une nouvelle fois démontré que ce ne sont pas les élections qui peuvent faire barrage aux attaques bourgeoises, à l'autoritarisme croissant, à la remise en cause des anciennes concessions, aux restrictions des libertés d'action et d'organisation. Il n'y a en réalité pas d'autre moyen possible que le développement de la lutte indépendante de classe, impliquant la rupture avec toutes les forces prônant la collaboration avec la classe ennemie ou avec une fraction d'entre elle.

Ce n'est que sur cette voie qu'il sera possible au prolétariat de résister aux attaques avec des chances de succès, avant d'avoir la force de se lancer, sous la direction de son parti de classe, à l'assaut révolutionnaire du capitalisme et de l'Etat bourgeois.

22/02/2026

(1) Les TPPS étaient l'organe d'autodéfense du Parti Socialiste (SFIO) dans la région parisienne dans les années trente. La Jeune Garde a repris leur logo hérité du parti social-démocrate allemand et qui est resté l'em-

blème officiel de la SFIO jusque dans les années 70: les trois flèches symbolisant la lutte contre les nazis, le PC et les Conservateurs.

(2) « Nous reconnaissons qu'il existe une frange des classes dominantes, souvent démocrates, qui se revendiquent d'une lutte contre le fascisme. (...) Ces organisations politiques, qui se disent ouvertement hostiles aux régimes fascistes, sont conscientes des dangers autoritaires qu'ils entraînent, mais sont déconnectées des intérêts des classes populaires. Elles n'envisagent aucune remise en question des élites et ne font aucune critique des politiques racistes menées par l'Etat français. C'est pourquoi ces organisations ne sont pas une solution viable. Cependant nous pouvons être amenés à travailler ponctuellement avec elles sur certaines campagnes, tout en connaissant leurs limites. (...) Nous devons chercher l'union de toutes les organisations révolutionnaires ou démocrates, communistes et anarchistes, mais aussi des organisations de masse défendant les intérêts des travailleurs et des travailleuses comme dans les syndicats, les organisations communautaires, antiracistes, féministes et LGBT QI+ ... » ; <https://rebellyon.info/Presentation-de-la-Jeune-Garde-Lyon-18837#foru>

(3) On peut se référer par exemple aux déclarations de Mélenchon le 17/02/2026 où il donne l'exemple du Chili de Pinochet pour appuyer son opposition au recours à la violence.

A propos des élections municipales

Les prochaines élections municipales mobilisent, comme c'est bien naturel, les différents partis parlementaires, de droite ou de gauche qui cherchent à conquérir des municipalités et, à travers elles, à asseoir leur force politique au niveau national. La dernière période a vu la quasi-disparition aux dernières élections présidentielles des grands partis qui se succédaient depuis des décennies aux commandes de l'Etat, le Parti Socialiste et les Républicains ; mais leur assise encore intacte dans les municipalités leur a permis de rebondir, alors qu'à l'inverse l'irréversible effondrement du PC depuis des années est étroitement corrélé à la perte de ses mairies. Les municipalités constituent en effet un puissant centre de clientélisme, direct ou indirect, que ce soit par le moyen de subventions aux associations amies, par l'attribution de logements, le recrute-

ment d'employés municipaux, etc. – tout un vaste réseau qui produit « l'enracinement » d'un parti ou d'un notable.

L'« EXTREME GAUCHE » ET LES ELECTIONS MUNICIPALES

La décision du ministère de l'intérieur, le 2 février, de ranger la liste de la France Insoumise à Lyon parmi l'« extrême gauche », aux côtés du NPA, de Lutte Ouvrière et du POI, a suscité l'indignation de celle-ci. Manuel Bompart, « coordinateur » de LFI, a ainsi déclaré que l'extrême gauche « considère les élections comme une tribune et non pas comme un moyen de conquête du pouvoir. Ce n'est pas le cas de la France Insoumise ». Que LFI ne soit pas d'extrême gauche et qu'elle centre son activité sur la participation au cirque électoral, on le savait, mais quand c'est

elle-même qui le dit, malgré ses discours sur la prétendue « révolution citoyenne » qu'elle préconise, c'est encore mieux ! D'ailleurs ses frères ennemis socialistes sont du même avis : « c'est un parti qui s'inscrit dans un parcours (...) électoral, démocratique, et on ne peut pas les classer à l'extrême gauche » (Olivier Faure, sur France 3, le 8/02/2026).

Mais l'« extrême gauche » est-elle si différente ? Si l'on en croit les déclarations des diverses organisations, elles participent aux élections municipales essentiellement pour faire entendre la voix « de la colère, celle des pauvres et modestes, exploités, précarisés, invisibilisés, exclués, marginalisés, ignorés ou ghettoisés » (NPA-A), pour « faire entendre le camp des travailleurs » (Lutte Ouvrière). Entendre par qui ? Conformément à son réformisme de plus en plus ouvert, NPA-A le dit clairement : « il faut bien que cette parole soit entendue dans les institutions,

(Suite en page 4)

A propos des élections municipales

(Suite de la page 3)

comme dans la rue » (1). Les autres organisations n'ont pas cette franchise et elles parlent plus volontiers du point d'appui aux luttes que constitueraient leur campagne et leurs éventuels élus. Cependant lorsqu'on gratte un peu le réformisme apparaît au grand jour : « Nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui font marcher la société. C'est à nous de décider de tout ce qui nous concerne, et non aux politiciens professionnels, que ce soit dans les conseils municipaux ou au Parlement. (...) Nous défendons la démocratie directe des travailleurs et travailleuses et de la population, le droit à décider de tout ce qui nous concerne et en premier lieu le budget de la commune » (profession de foi NPA-R) (2). Décider de tout ce qui concerne les travailleurs, au Parlement et dans les conseils municipaux, voilà un objectif révolutionnaire !

Révolution Permanente se présente elle aussi « pour faire entendre la voix des travailleurs, de la jeunesse et des quartiers populaires, et reprendre la ville aux politiciens professionnels » ; et elle présente un programme qui va « des services publics de qualité sous contrôle des travailleurs » à la « démission de Macron et la fin de la Ve république » en passant par « une ville antiraciste, féministe et internationaliste » (3). Si on renonce à prendre cet horrible embrouillamini au sérieux, il reste que RP s'efforce de faire croire aux prolétaires que les élections municipales ont une importance fondamentale.

D'ailleurs même quand ces organisations affirment ne pas nourrir d'illusions sur les élections municipales, le seul fait qu'elles se vantent d'avoir réussi à amener des milliers de travailleurs à rejoindre leurs listes, suffirait à démontrer le contraire ; la dépense d'importantes ressources matérielles et d'énergies militantes consacrées à la campagne électorale, indique en réalité le poids qu'elles accordent à ces élections et à leurs résultats. Ce faisant ces organisations soi-disant « révolutionnaires » ou « anticapitalistes » contribuent à diffuser parmi les prolétaires les illusions envers la démocratie bourgeoise et son système électoral.

LA POSITION MARXISTE

Dissipons ces fumeuses élucubrations en rappelant la claire position marxiste. Les thèses de l'Internationale

Communiste spécifiaient que « Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général » : impossible donc d'imaginer qu'il soit possible pour les prolétaires de décider de tout en leur sein ! « La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires. (...) Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par des soviets des députés ouvriers » (4).

En attendant que la révolution mette concrètement à l'ordre du jour cette perspective, « la conquête électorale des communes et des administrations locales, qui présente les mêmes inconvénients que le parlementarisme, mais à un degré plus élevé encore, ne peut pas être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, (...) parce que ces organismes n'ont pas de pouvoir réel, mais sont subordonnés à la machine d'Etat (...) » (5). En effet « Il suffit de connaître tant soit peu le "socialisme municipal" en Occident pour savoir que toute tentative faite par les municipalités socialistes pour dépasser si peu que ce soit le mode de gestion habituel, c'est-à-dire menu, mesquin et qui n'apporte pas d'allègement sérieux à l'ouvrier, toute tentative de toucher un peu au capital provoque toujours et absolument le veto du pouvoir central de l'Etat bourgeois (...). L'opportunisme petit-bourgeois de cette tendance [ceux qui préconisent un socialisme municipal—Ndlr] est que l'on oublie que (...) tant que la bourgeoisie domine comme classe, elle ne peut permettre de toucher, fût-ce du point de vue municipal, aux fondements de sa domination; que si la bourgeoisie permet, tolère, le "socialisme municipal", c'est parce qu'il ne touche pas aux fondements de sa domination, n'atteint pas les sources importantes de sa richesse, ne s'étend qu'au domaine local, étroit des dépenses que la bourgeoisie elle-même met à disposition de la "population" » (6).

En réalité en tournant le dos aux enseignements du marxisme sur la nécessité de la prise révolutionnaire du pouvoir et de l'établissement de la dictature du prolétariat, il ne reste d'autre perspective à nos organisations d'« extrême gauche » que de se rallier aux insti-

tutions bourgeoises, à un réformisme anti-prolétarien **encore plus nocif** que celui de LFI, parce que masqué !

(1) <https://npa-lanticapitaliste.org/actualite/vie-du-npa/resolution-politique-cpn-des-17-et-18-janvier-2026>

(2) <https://npa-revolutionnaires.org/des-listes-cest-nous-qui-travaillons-cest-nous-qui-decidons-a-cenon/>

(3) <https://elsamarcel.municipales-rp.fr/projet/>

(4) Cf. « Le parti communiste et le Parlementarisme », Thèse du IIème congrès de l'Internationale Communiste, in Brochure Le Prolétaire n°19

(5) Voir les « Thèses de la Fraction abstentionniste du PSI », mai 1920, in « Défense de la Continuité du programme communiste », Textes du PCInt n°2, p. 25.

(6) Cf. Lénine, « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », Œuvres, Tome 13, p. 378

« Il Comunista »

N° 189 Nov. 2025 - Gennaio 2026
Nell'interno

- L'Occidente democratico, un «modello» in putrefazione
- Ucraina: un bottino che Mosca e Washington si stanno spartendo
- Venezuela: Contro l'aggressione imperialista statunitense!
- Stati Uniti: grandi manifestazioni-processione
- Puoi truffare l'INPS e cavartela, ma se rubi il basilico ti condannano!
- Le battaglie di classe del partito non trascurano mai la ripresa sistematica dei temi fondamentali del marxismo sulla scorta del patrimonio teorico-politico della Sinistra comunista d'Italia (Rapporti tenuti alla Riunione Generale dell'11-12 ottobre 2025) :
- Corso dell'imperialismo mondiale ○ II. "Elementi di economia marxista" nella continuità del materialismo scientifico
- Povero Maduro
- Proteste della Generazione Z
- Esplosione sociale nel Madagascar
- Rivolte in Marocco
- Massacri in Sudan
- 80° anniversario dell'assassinio dei compagni Atti e Acquaviva
- Ritorno al comunismo rivoluzionario di Marx e Lenin
- Lenin: in memoria di Federico Engels
- La rivoluzione è la cosa più autoritaria che vi sia
- Mattarella e la difesa dell'integrità territoriale dell'Europa e dei suoi paesi...
- Base dell'organizzazione indipendente dei proletari

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

LFI : Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (1)

Les déclarations martiales de diverses autorités se succèdent à un rythme rapide ces derniers temps. C'est ainsi qu'après avoir affirmé le 22 octobre que l'armée devait être prête à un choc avec la Russie « *dans les trois quatre ans* », Fabien Mandon, le nouveau chef d'état-major des armées, a déclaré le 18 novembre dans un discours au congrès des maires de France, qu'il fallait « *accepter de perdre nos enfants* ». Et, après cette véritable « préparation d'artillerie », Macron annonçait, le 27 novembre, la création d'un service national volontaire de 10 mois, à partir de l'été 2026.

La guerre en Ukraine a en effet montré la nécessité d'avoir des masses de soldats à jeter dans la fournaise guerrière, mettant à mal le format d'une armée professionnelle aux effectifs réduits, qui était adapté aux interventions impérialistes extérieures (Afrique...) d'une durée limitée et contre des ennemis faiblement armés. L'impérialisme français estime qu'il doit augmenter au plus vite ses capacités militaires, tant au point de vue de la quantité de chair à canon que des armements. Dans une situation de difficultés économiques qui impose des restrictions budgétaires, le budget des armées est le seul en augmentation, au grand plaisir des marchands de canon tricolores. La Délégation générale de l'armement n'a jamais autant commandé aux industriels du secteur qu'en 2025, et elle devrait en faire autant en 2026. Cette croissance du militarisme n'est pas propre à la France: il s'agit d'un phénomène international de préparation d'une nouvelle boucherie mondiale.

Nous allons voir quelle est l'attitude des partis dits « de gauche » ou d'« extrême gauche » face au militarisme (en laissant de côté ceux qui, comme le PS, en sont ouvertement partisans) : constituent-ils vraiment une opposition à cette tendance ?

LA FRANCE INSOUMISE... SOUMISE AU MILITARISME

Une partie de la presse bourgeoise semble croire dur comme fer au caractère oppositionnel de LFI sur la question de la guerre, alors qu'il s'agit en réalité d'une opposition de pure façade servant à dissimuler des positions social-chauvines caractéristiques de tous les partis réformistes intégralement soumis au capital. Ainsi, *Challenges*, dans l'article « Le service militaire volontaire gagne du terrain dans tous les partis... sauf chez LFI » (3/12/25), affirme que « *la contestation la plus massive* [concernant l'instauration d'un service militaire vo-

lontaire] est celle de LFI, dont les élus ont dénoncé une dérive autocratique et belliciste du chef de l'État ».

Ce n'est pas la première fois que LFI s'élève contre des « *dérives autocratiques et bellicistes* »... mais toujours dans la mesure où il s'agit pour elle de condamner les **insuffisances** du gouvernement en matière de défense militaire et de sécurisation des intérêts impérialistes français !

C'est en effet une constante chez LFI de rivaliser de zèle auprès de la bourgeoisie et des industriels français de l'armement, afin de se présenter à eux comme le parti le plus sincèrement patriote, le plus « responsable », le plus *conscient* des intérêts de l'impérialisme français, à l'inverse des libéraux « irresponsables » accusés de brader la sacrosainte « défense nationale » à coups de gesticulations impuissantes ou d'opérations commerciales à courte vue qui lieraient les intérêts de la France à des intérêts étrangers potentiellement antagonistes aux siens. C'est selon cette même ligne de conduite grossièrement collaborationniste que LFI a d'ailleurs émis un « avis défavorable à l'adoption des crédits militaires de défense » lors de la Commission des finances du 5 novembre dernier... sous le prétexte que la surmarche (de 3,5 milliards, en plus de la marche de 3,2 milliards prévue par la Loi de Programmation Militaire) n'a « *fait l'objet d'aucun débat parlementaire* » et qu'elle ne puisse servir qu'« *à absorber la surchauffe budgétaire du ministère au lieu de développer de nouvelles capacités militaires* » ! Ces derniers temps, les députés insoumis Aurélien Saintoul et Bastien Lachaud, respectivement secrétaire et membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, ont par ailleurs redoublé d'ardeur patriotique en déposant des amendements en faveur d'une stratégie « ambitieuse » et « indépendante » pour l'impérialisme français : programme de dronisation, utilisation des technologies de pointe quantiques dans le domaine militaire, développement d'avions et de chars du futurs et « souverains » privilégiant la « souveraineté industrielle » et libérés de l'emprise d'un « partenaire » allemand » jugé « peu fiable », etc.

C'est cette même attitude de larbin, par laquelle LFI cherche à se présenter comme le candidat le plus sérieux à la défense des intérêts impérialistes nationaux, à la restauration du « lien armée-nation », en bref, à l'union nationale, qui caractérisait l'opposition du parti soi-disant insoumis au proto-service militaire de Macron, le Service national universel (SNU). Pour rappel, le SNU avait

été annoncé par Macron comme un dispositif d'encadrement de la jeunesse devant servir à lui inculquer les hautes vertus de la citoyenneté et du patriotisme, et destiné à « *promouvoir la notion d'engagement et [à] favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes* ». Bien qu'il n'ait pas été un service militaire au sens strict (pas d'apprentissage au maniement des armes), le lien entre le SNU et l'armée était symboliquement assuré, en plus de la « sensibilisation » aux questions de « défense, de sécurité et de résilience nationale », par l'encadrement direct des jeunes par des militaires, par des formes d'organisation et des répétitions de gestes patriotiques de nature ouvertement militaristes (organisations en « compagnies » dirigées par des « chefs de brigade », réveil à 7h, cérémonie de lever des couleurs, salut au drapeau, chant de *La Marseillaise*, bilan de santé, parcours d'obstacles...). Ce SNU, prévu dans le programme de Macron depuis 2017, n'a pas fait long feu, en raison des trop grandes disproportions existantes entre son coût, relativement élevé, et son niveau d'« efficacité » réel... La plupart des observateurs bourgeois s'entendaient pour dire que le SNU était mal calibré pour les exigences de la défense nationale (c'est notamment l'avis de la Cour des comptes, qui lui reprochait une « absence d'horizon clair » et des objectifs qui se sont « multipliés au fil de sa mise en œuvre »).

L'opposition de LFI à cette mesure était du même type : ce n'était pas une opposition au *principe* de l'intoxication bourgeoise républicaine de la jeunesse prolétarienne, à son enrôlement sous les auspices de l'« union nationale », à sa préparation idéologico-militaire aux « impératifs » de la « défense nationale » : bien au contraire ! Ce n'était absolument pas dans une perspective de classe, comme une lutte contre la mystification bourgeoise, qu'elle s'y opposait mais bien parce que c'était selon elle, un projet trop coûteux, mal pensé, sans efficacité réelle et qui ne « *remplit aucun objectif légitime en terme de défense, d'éducation, d'insertion, de cohésion sociale, de résilience ou de solidarité* » (tous ces termes sont employés dans le communiqué du groupe LFI-NUPES du 23/03/2023, « SNU : une idée sotte et une obligation inacceptable »).

Ce qui était donc *réellement* condamné par LFI dans le SNU était son caractère « *fausseté militaire* », son caractère obligatoire pour des « mineurs » ainsi que l'absence de rémunération (du moins dans sa phase obligatoire des 2 semaines). LFI lui opposait alors une « conscription citoyenne » obligatoire de 9 mois, inscrite dans le programme de Mélenchon depuis 2017, qui concer-

(Suite en page 6)

LFI : Réactions pacifistes et social-chauvines au militarisme (1)

(Suite de la page 5)

ne les « jeunes adultes » et rémunérée au SMIC, avec un volet « éventuellement militaire », sur la base du *volontariat*. Voilà pour le prétendu « projet de société diamétralement opposé au folklore macroniste » !

A cette époque, le député insoumis Bastien Lachaud, dans une vidéo d'une séance de questions au gouvernement de fin février 2023, dénonçait devant l'Assemblée nationale une « *parodie de préparation militaire* », une « *mas-carade [...]* qui n'apportera aucun des objectifs qui lui ont été fixés, elle ne renforcera, ni la cohésion, ni la solidarité, ni l'esprit de défense de la nation. » Il y attaquait certes une volonté de « mettre au pas la jeunesse » et de l'« embrigader », mais on apprenait plus tard que le désaccord portait uniquement... sur la question de l'âge et de la rémunération ! « *Vous confirmez donc vouloir mettre au pas la jeunesse ! La France Insoumise, en effet, a un projet de société diamétralement opposé. Nous voulons, oui, une conscription citoyenne, mais des jeunes adultes, rémunérés au SMIC pendant 9 mois, sans casernement, pour répondre à des enjeux sociaux et écologiques.* » [...] « *Un tel dispositif serait utile pour la jeunesse, pour la nation, pour l'intérêt général humain. Vous nous proposez l'embrigadement, nous vous répondons : émancipation (sic!)* ».

Pour les sociaux-chauvins de cet acabit, l'émancipation est synonyme d'intégration aux intérêts stratégiques de l'État bourgeois... pourvu qu'elle soit rémunérée au SMIC.

En réalité, les deux projets, macroniste comme insoumis, sont des projets également bourgeois, intégralement militaristes, qui visent tous deux à endormir la jeunesse prolétarienne par les beaux discours sur la « cohésion nationale » afin de préparer l'appel à la « défense nationale » dont la bourgeoisie aura besoin demain. On comprend toute la difficulté qu'a aujourd'hui LFI à justifier son opposition hypocrite et de façade au service militaire *volontaire* porté par le gouvernement : quelle différence, en effet, entre un service militaire *volontaire* et une conscription citoyenne *obligatoire* mais *volontaire* en ce qui concerne le volet militaire ?

En réalité, Mélenchon a toujours été, selon le mot d'un journal bourgeois, « un fervent défenseur du service militaire obligatoire » ; il s'était opposé à sa suspension par Chirac en 1996, comme il le rappelle lui-même dans un entretien accordé en 2020 à *L'Opinion*. À la ques-

tion « Rétablirez-vous une forme de service militaire obligatoire ? », Mélenchon répondait : « *Oui, même si je ne suis pas certain que tous les Insoumis soient d'accord avec moi. Je suis partisan de la conscription et je me suis opposé au fait qu'elle soit suspendue. Il faut aller à l'essence de ce qu'elle est : l'impôt du temps au service de la patrie. Il n'y a pas aujourd'hui de besoin militaire qui nécessite la mobilisation permanente de 700 000 jeunes (sic, il n'y a pas « aujourd'hui » un tel besoin, qui se présentera, (sous-entendu, peut-être, sûrement, demain, ndlr). [...] Pour autant, la défense populaire passive et armée reste une nécessité à mes yeux.*

La même année, il revenait sur la question de la « conscription citoyenne obligatoire » dans une note publiée sur son blog : « *Il s'agit de proposer aux jeunes un service au service de tâches d'utilité publique. Il ne s'agit donc pas nécessairement de tâches militaires. Mais il peut l'être pour ceux qui auront choisi cette manière de l'effectuer ou si les besoins de l'armée le rendent nécessaire (sic).* » La différence avec le service militaire volontaire de Macron est pratiquement inexistant, si ce n'est que le service insoumis propose le choix entre le service militaire ou des « vrais travaux » payés « contre un vrai salaire, c'est-à-dire le SMIC » à coloration « écologiste » et sociale », en appui à l'État bourgeois et au service du prétendu « intérêt général » ... soit donc un projet foncièrement collaborationniste. Outre le service militaire, les travaux proposées sont des « *tâches civiles comme la sécurité civile, la protection et la réparation de l'environnement, l'appui à des associations labellisées d'intérêt général ou l'appui aux populations en cas de crise sanitaire ou environnementale* » (soit dit en passant, les interventions de secours d'urgence en situation de catastrophes naturelles et sanitaires de grande ampleur sont déjà du ressort... de l'armée).

Mélenchon voit également dans la « conscription » un moyen d'injecter du « *sang neuf dans les rangs de la police* », à des fins de pacification sociale et pour « *améliorer l'image* » de cette dernière auprès de la population ! « *... je propose aussi qu'une partie des conscrits aient la possibilité de servir dans la police. [...] Je la vois comme une possibilité de régler de manière positive les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. La conscription permettrait de mettre du sang neuf dans les rangs de la police et d'éviter les effets de vase clos, d'omerta face au racisme et à la violence et de corpora-*

tisme qui gangrènent aujourd'hui ce corps. » « *Il en résultera une amélioration de l'image de la police d'une part, et du temps pour les policiers professionnels pour se consacrer au travail de police judiciaire d'enquête et de démantèlement des réseaux criminels d'autre part.* »

Le but visé est donc en définitive toujours le même : préparer l'enrégimentement des prolétaires, en particulier des jeunes, sous les drapeaux de l'État bourgeois « *si les besoins de l'armée le rendent nécessaire* », et, le cas échéant, dans un contexte de « paix » capitaliste, soulager l'armée de métier pour un certain nombre de tâches, afin de pouvoir la déployer sur des terrains considérés comme davantage stratégiques pour les impératifs de la « *souveraineté militaire comme la cyber-défense ou le rôle de notre pays sur les mers (sic)* », qui nécessitent un plus haut degré de spécialisation. C'est pour cette raison que la « *conscription citoyenne* » est intégrée au livret thématique de Défense du programme de LFI, qui déplore « *l'érosion du lien armée-nation provoquée par la suspension de la conscription en 1997 [...]* ». On y lit cette véritable profession de foi défensiste et social-chauvine : « *Agir pour la paix ne signifie pas priver la République des moyens de se défendre. On ne saurait d'aucune façon limiter son indépendance militaire, condition sine qua non de l'indépendance diplomatique. Mais en aucun cas la Défense ne peut en rester à une conception étroite du "domaine réservé" du président de la République. Ni ne reposer que sur une armée professionnelle, aussi loyale et compétente soit-elle* ».

Dans un contexte d'exacerbation des tensions bellicistes, LFI ne fait pas que distiller des illusions faussement naïves sur la prétendue capacité des États bourgeois à résoudre leurs antagonismes impérialistes au moyen de simple traités et autres concertations diplomatiques. Elle prépare activement le terrain à la plus infecte collaboration de classe, la « *défense nationale* », la « *défense de la patrie en danger* », à laquelle le prolétariat sera traîné de gré ou de force demain s'il ne s'y oppose pas dès aujourd'hui, et sur le terrain le plus terrible qui soit : celui de la guerre impérialiste.

En agent caractéristique du social-chauvinisme, qui se déclare « socialiste » et « anti-capitaliste » en paroles mais qui, à l'heure de la « *défense de la République* », exige du prolétariat qu'il se jette sus à l'ennemi « *étranger* » pour voler au secours de ses propres exploités, de leur État et de leur armée, LFI se gargarise de phrases ronflantes sur la République aux intérêts « *universels* » et « *internationalistes* » (sic!!) (sous prétexte que la France est pré-

sente sur tous les continents, qu'elle possède le deuxième plus vaste territoire maritime et de colonies dans les outre-mers!) et sur la Révolution française. On reconnaît bien là un des avatars les plus décrépits du jauréssisme, cette « variante » typiquement française de la maladie social-chauvine et opportuniste, à laquelle n'avait pas manqué de faire référence Bastien Lachaud lors d'une séance de 2023 (en parfait lèche-botte de l'impérialisme français, il s'agissait alors pour lui de « dénoncer » le fait que la Loi de Programmation Militaire n'allait pas assez loin et n'était pas assez ambitieuse en matière stratégique) :

« *Comment porter au plus haut, pour la France et pour le monde incertain dont elle est enveloppée, les chances de la paix ? Et si, malgré son effort et sa volonté de paix, elle est attaquée,*

comment porter au plus haut les chances de salut, les moyens de la victoire ? » Ainsi s'exprimait Jean Jaurès il y a plus de cent ans depuis cette tribune. Les termes du débat actuel n'ont pas varié [...]. *Comment voulons-nous œuvrer pour la paix et défendre la France ? [...] Les enjeux présents et futurs sont immenses. Notre devoir est d'y répondre en donnant aux armes de la France les moyens nécessaires pour la défense de la patrie et la promotion de la paix !* »

C'est un fait bien connu de tous les communistes authentiques que les « apôtres de la paix » se transforment inévitablement en thuriféraires de la « défense nationale » au moment où la guerre impérialiste devient une réalité. Avant même qu'on en soit arrivé là LFI s'est déjà ouvertement soumise au militarisme et veut y soumettre la population :

c'est cohérent avec son nationalisme, pardon son « souverainisme », qui lui a fait depuis longtemps remplacer le drapeau rouge par le drapeau tricolore (ce dont l'avait alors publiquement félicité Marine Le Pen), comme il lui avait fait remplacer le mot « camarades » par « les gens » – ce qui a l'avantage d'évacuer toute idée de classe.

La polémique permanente des médias contre LFI accrédite l'idée qu'il s'agirait d'un parti d'opposition plus ou moins radicale à l'ordre établi, alors que c'est en est en réalité l'un de ses **pilliers** en proposant des diversions inoffensives au mécontentement des prolétaires et en se faisant l'agent du militarisme impérialiste. Comme tous les réformistes, qu'ils soient plus ou moins radicaux en paroles, c'est un défenseur du capitalisme, un **ennemi du prolétariat**.

(A suivre)

Drame de Crans-Montana Face aux atermolements de la justice bourgeoise, se dresse l'évidence de la culpabilité du capitalisme

Le 1er janvier de cette année, vers une heure du matin, un incendie aussi rapide que brutal a ravagé un « bar-festif » - le « Constellation » - dans la station des Alpes de Crans-Montana en Suisse, dans le canton du Valais, faisant selon le bilan final 40 morts et 119 blessés, tous gravement atteints par les brûlures et par l'intoxication des fumées. Les victimes sont toutes des jeunes personnes, parfois mineures, venues fêter le Nouvel An. La salle du bar dans laquelle il se trouvaient se situait en sous-sol, accessible par un escalier unique et trop étroit pour faire face à une évacuation d'une foule de clients en pleine panique. L'obstruction du passage était inévitable et les personnes en fuite se sont retrouvées contraintes de se marcher les unes sur les autres pour tenter d'échapper au feu.

Le propriétaire-gérant avait investi ces locaux en 2015 et entrepris des travaux pour y créer un bar. L'escalier menant au sous-sol était très large à l'origine avant les travaux, sa largeur a été diminuée de moitié pour augmenter la surface du rez-de-chaussée et accueillir à ce niveau plus de clients. La deuxième soi-disant « sortie de secours », difficilement accessible dans la configuration des lieux, mal signalée donc mal connue des clients, non équipée de barre anti-panique - pire elle était verrouillée - et ne donnant même pas directement sur l'extérieur, s'est révélé comme un autre piège mortel pour ceux et celles qui ten-

taient de s'échapper par là. Les quelques clients qui connaissaient cette sortie ont été retrouvés agglutinés, morts ou blessés, derrière cette porte, malgré l'intervention d'un témoin venu la fracturer de l'extérieur. La fermeture des portes de secours est d'ailleurs une habitude assez fréquente dans les bars et autres discothèques pour éviter la resquille. Morts pour quelques francs !

Selon les sources, la jauge varie de 200 à 300 personnes à l'intérieur et 40 personnes en terrasse. Pour une telle jauge et une telle configuration des locaux (une partie au rez-de-chaussée, le principal en sous-sol), on pouvait imaginer que l'établissement était équipée d'une détection incendie, qui une fois activée, coupe la musique et lance un message d'évacuation. Non ! Aucune détection incendie n'était installée, ni même certainement exigée par les Autorités communale ou cantonale. Dans le dossier d'enquête publique en 2015, il n'y avait certainement pas de « concept de protection incendie » non plus. De « concept » il n'y a jamais eu que celui de faire le plus d'argent possible au m2 de surface du bar. L'absence de détection signifie aussi l'absence de transmission automatique d'alarme au service des pompiers. Bien entendu et pour compléter ce tableau désastreux, aucune extraction mécanique (ventilation forcée) des fumées n'était installée ; pourtant le local étant au sous-sol, aucune évacuation naturelle par les fenêtres ou

exutoires de chaleur et fumée (coupoles par exemple) n'était possible ; pourtant d'une façon d'une autre l'évacuation des fumées est normativement obligatoire. Et finalement, il semble bien que l'éclairage de secours était inexistant ou hors service, les témoins assurant que pendant l'incendie, la salle du bar était plongée dans le noir absolu. Mais la gabegie ne s'arrête pas encore là. D'une part, il faut encore dénoncer l'insuffisance d'extincteurs et, pour les existants, leur invisibilité et d'autre part l'absence totale de formation des travailleurs sur la sécurité incendie. Les seules instructions qu'ils recevaient – selon les propos d'un ancien employé – consistaient à « faire du chiffre » ! Et pour faire du chiffre, ils devaient respecter la chorégraphie du service des bouteilles de champagne couronnées de feux de Bengale ! C'est-à-dire qu'ils devaient devenir eux-mêmes des agents du risque incendie, des agents de la mort, et c'est bien ce qui s'est malheureusement produit.

Venons-en maintenant à la cause physique de l'incendie. Dès la construction du bar, des plaques d'absorption acoustique ont été installées sur toute la surface des plafonds et même sur les murs, afin de diminuer le niveau sonore des lieux, condition indispensable pour attirer la clientèle et donc investissement indispensable à la réalisation de profit. **Economie, insouciance, incompetence, irresponsabilité** se sont réunies dans le choix de plaques acoustiques en mousse de polyuréthane. Ce matériau est facilement inflammable, et dans sa combustion dégage des gaz toxiques très agressifs et mortels ; une fois enflammé

(Suite en page 8)

Drame de Crans-Montana ...

(Suite de la page 7)

il propage de lui-même l'incendie sans maintien d'une autre source de chaleur, il est donc classé comme propagateur. Et n'en déplaît aux « professeurs du pouce » des réseaux sociaux, donneurs de conseils en tout genre, l'ignifugation reste un pis-aller juste efficace pour la bonne conscience malsaine.

Il aura fallu que les feux de Bengale d'une bouteille de champagne touchent le plafond pour qu'il s'embrase et que très rapidement les gaz et fumées explosent sous l'effet d'un appel d'air provoqué par le bris d'une fenêtre au rez-de-chaussée causé par un client essayant d'échapper au brasier.

Qui est responsable d'un tel drame ? La « fatalité », le « pas-de-chance », le « je-savais-pas », le « je-n'aurai-jamais-imaginé » ? Sur le plan juridique bourgeois, bien sûr que le gérant-propriétaire, par son mépris pour la sécurité de ses clients, par son avidité au gain, est le coupable désigné et mis en lumière pour cacher les autres coupables ; d'autant plus que ce coupable – ancien proxénète corse, condamné et ex-taulard – a un pedigree parfait et idéal pour ce rôle. Mais assurément, il ne représente qu'une partie de l'irresponsabilité avec laquelle a été planifié et autorisé son établissement. En autorisant l'exploitation du Constellation, autant la Commune que le Canton ont pris une décision funeste et criminelle. Dans leur examen du projet pour le permis de construire, comme dans leurs si peu fréquentes inspections ces dix dernières années, ils auraient dû voir **avec évidence** que ce bar couvert de polyuréthane au plafond et aux murs était **une bombe incendiaire à retardement**. Mais où ont été faites les inspections de conformité (seulement 3 en 10 ans quand il en faudrait une par année) ? Au carnotzet (1) ?

Ni le Canton, ni la Commune ne peuvent avoir la conscience tranquille. A tel point que le président (équivalent du maire en France) de celle-ci, a déposé une plainte au prétexte, dit-il, d'avoir accès au dossier de l'enquête judiciaire, ce qui dans la réalité non avouée lui permettra surtout de mieux préparer sa difficile défense et de se poser aux yeux des électeurs comme une victime et non un coupable. On commence aussi à entendre la petite musique habituelle des gens qui ont quelque chose à cacher : c'est pas moi, c'est l'autre (le Canton en l'occurrence) qui a fauté !

Pour une catégorie d'établissement comme le Constellation, le canton ne

peut effectivement pas échapper au fait qu'il est aussi responsable en première ligne des approbations et inspections. Le jeu des patates chaudes a donc commencé. Mais l'histoire est déjà écrite. Commune et Canton se tireront poliment dans les pattes et tous les deux, coresponsables d'avoir autorisé l'exploitation du bar, se protégeront mutuellement pour échapper aux conséquences pénales d'une justice de toute façon très compréhensive pour ne pas planter trop fort le bâton dans la fourmilière des politiques et amis locaux. La société capitaliste, au travers de ses appareils politiques et judiciaires, a en effet une grande expérience pour mélanger les pistes, répandre le brouillard et tirer les rideaux de fumée, rendant ainsi impossible une claire explication des faits et des responsabilités.

Dans cette société, on se soucie d'abord et prioritairement de réaliser du profit – parce que c'est la condition même de survie du capital – et accessoirement des questions de sécurité qui coûtent de l'argent sans retour de bénéfice. Elle en coûte à la construction et à l'exploitation, elle n'est que génératri-

ce de frais et à ce titre elle sera toujours minimisée en sauvant si possible les apparences du respect des lois et normes de sécurité.

En Suisse – comme ailleurs – la bourgeoisie se flatte d'avoir fait progresser la sécurité dans les bâtiments, d'avoir un arsenal de lois et normes efficaces. Mais toutes ces lois ne sont qu'un paravent fragile et qu'un trompe l'œil qui, dans ces drames, masquent la responsabilité du système capitaliste qui ne vit que pour générer de l'argent. **Le risque de tels drames continuera donc à exister tant que la loi du capitalisme – celle du profit – ne sera pas abolie par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, tant que le capitalisme ne sera pas abattu.**

9/01/2026

(1) Le carnotzet, est une petite pièce conviviale, généralement en sous-sol où l'on scelle l'amitié devant un verre de vin blanc et une fondue. L'endroit idéal des secrets d'« affaire » et des connivences.

Belgique Contre Arizona il faut une véritable lutte de classe !

La journée de grève générale du mercredi 26/11 venant après les journées du lundi 24 (grève dans les transports) et du mardi (grève dans la Fonction publique) a été un grand succès, avec des piquets de grève ainsi que des barrages nombreux ; la grève a touché la métallurgie, la chimie, l'alimentation, la logistique, les commerces, les aéroports, les activités portuaires, etc. Dans les transports en commun les piquets de grève ont souvent bloqué tout trafic des bus pendant 3 jours alors que dans les chemins de fer un service alternatif réduit a pu être établi grâce aux non-grévistes ; dans les Postes les autorités ont annoncé 40% de grévistes, des milliers d'enseignant ont fait grève et ont manifesté, etc., etc.

Ces grèves de fin novembre viennent après plusieurs journées d'action et de grève depuis le début de l'année : grèves nationales les 31 mars, 21 avril et 14 octobre avec une grande manifestation centrale à Bruxelles qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes (140 000 selon le syndicat), davantage que pour la manifestation de février (100 000 selon les syndicats), plus des grèves sectorielles comme dans les transports ou chez les enseignants, etc. :

le mécontentement contre les mesures anti-sociales décidées par le gouvernement Arizona dès sa constitution, est profond et il se traduit par une volonté de lutte plus forte que jamais comme on l'a vu lors des grèves des derniers jours : la mobilisation a atteint un niveau inconnu depuis des décennies.

En mettant pratiquement l'économie capitaliste à l'arrêt, la classe ouvrière a démontré sa puissance potentielle : le capitalisme repose sur son travail qu'il exploite dans ses entreprises pour en tirer le profit indispensable à sa survie. Quand la conjoncture devient difficile pour lui et menace ses profits ou qu'il est obligé d'augmenter ses dépenses (comme pour l'armée), le capitalisme n'a pas d'autre solution que d'accroître l'exploitation, d'attaquer les conditions de vie et de travail des prolétaires, directement par la baisse des salaires réels et indirectement par la baisse des prestations sociales qui constituent ce qu'on appelle le salaire indirect (la part du salaire non payé aux travailleurs qui sert à financer les prestations sociales) : c'est exactement ce qu'a entrepris de faire le gouvernement Arizona, organisant, centralisant et planifiant les attaques anti-prolétariennes au service des

capitalistes. Le 24 novembre, premier jour de la mobilisation syndicale, il a annoncé son projet de budget, montrant ainsi que les journées de grève ne le faisait pas fléchir ; le paquet de mesures comprend un relèvement du prix du gaz, la diminution de la durée d'indemnité de chômage, la fin des indemnités d'invalidité pour près de 100 000 personnes, la fin de l'indexation des salaires (pour l'instant seulement pour les salaires supérieurs à 4000 euros brut, soit 2500 net), des modifications de la TVA, etc. Ce budget s'inscrit donc dans le cadre d'une attaque de classe, à laquelle il n'est possible de s'opposer avec des chances de succès que par une riposte **de classe**, par une lutte décidée avec des moyens et des méthodes de lutte classistes qui frappent les intérêts capitalistes.

Ce n'est pas la voie que prennent les organisations du Front commun syndical qui organisent le mouvement; leur communiqué au lendemain de la grève générale se bornait à trouver « *extrêmement regrettable* » que le gouvernement ne tienne pas compte que ses « *mesures brisent la confiance (...) dans les responsables politiques* » (!) ; et après ce bien triste constat, il assurait que les syndicats allaient « *réfléchir, dans les prochains jours, à la suite à donner au mouvement social* » (1)...

En fait ces organisations se considèrent comme des « partenaires sociaux » ; elles axent leur action dans une perspective de collaboration de classe avec les patrons et l'Etat ; elles cherchent donc à se faire entendre du gouvernement et non à le combattre frontalement. La grève générale est ainsi réduite à un moyen de pression pour « peser » sur les choix gouvernementaux (2) et les directions syndicales s'emploient à canaliser et contrôler le mouvement pour éviter tout « débordement » qui pourrait mettre en péril l'ordre établi (3). La mobilisation est émietée en journées d'action organisées de loin en loin ; annoncées suffisamment à l'avance pour permettre aux patrons et à l'Etat de s'y préparer et en luttant tournantes ou corporatives qui ne peuvent à la longue qu'épuiser les travailleurs tout en gênant au minimum les capitalistes et qui ne peuvent entamer la détermination du gouvernement.

Le prolétariat a en Belgique une longue expérience de dures luttes, mais il a aussi une longue histoire de trahison de ses luttes par les chefs syndicaux réformistes et collaborationnistes ; c'est un enseignement à ne pas oublier. Pour vaincre il lui faudra rompre avec les orientations opportunistes et défaitistes, prendre ses luttes en main et s'engager dans une véritable **lutte de**

classe anticapitaliste.

8/12/2025

(1) <https://fgtb.be/presse/les-syndicats-affichent-une-determination-intacte>

(2) Un syndicaliste explique : « *Pour lutter contre l'Arizona, on n'est pas sur une stratégie dure avec grève illimitée et des mots d'ordre clairs appelant à la chute du gouvernement. Nos organisations syndicales veulent plutôt mobiliser en masse pour obtenir des marges de négociation* » [https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/greve-generale-que-se-passe-t-il-en-belgique-](https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/greve-generale-que-se-passe-t-il-en-belgique-040824109)

040824109. Il semble que les syndicats voulaient s'appuyer sur les socialistes flamands (Vooruit) qui font partie de la coalition Arizona.

(3) Le 9 septembre le Front commun syndical a transmis à la Commission sociale du parlement un avis contre une proposition de loi visant à interdire les piquets de grève : cet avis affirme que le droit (de participation à des piquets) « *ne peut faire l'objet de restrictions qu'en cas d'intimidation ou de violence* ». Autrement dit nos syndicalistes ne défendent les piquets que s'ils sont inoffensifs...<https://fgtb.be/echo/lavis-du-front-commun-syndical-contre-la-proposition-de-loi-mr-sur-la-liberte-de-travailler-en>

Minneapolis, c'est le monde entier ! La répression des prolétaires immigrés sert de banc d'essai à un autoritarisme croissant et au recours accru à la force contre toute forme de dissidence

(Suite de la page 1)

cours desquelles au moins quatre personnes ont été tuées par les agents et au moins sept ou huit ont été blessées (dont, dans certains cas, des passants ou des membres de la famille, dont certains étaient citoyens américains), ainsi que de deux morts lors d'arrestations liées à des évasions ou à des accidents.

Ces mots surviennent dans un contexte d'augmentation massive des arrestations et des expulsions. Le mois de décembre 2025 a enregistré le nombre d'arrestations le plus élevé jamais enregistré. Les centres de détention surpeuplés comptent plus de 68 000 personnes, dont près de 75 % n'ont pas été condamnées pénalement. Au cours du même mois, le nombre de décès le plus élevé a été également enregistré : sept détenus ont été assassinés.

Les causes de décès en détention – insuffisance cardiaque, accident vasculaire cérébral, insuffisance respiratoire, infections non traitées et suicides – montrent un schéma récurrent : négligence médicale, pression psychologique, surpopulation et indifférence institutionnelle. De nombreux détenus ont demandé à plusieurs reprises une assistance médicale, mais leurs demandes ont été ignorées. D'autres sont morts peu après leur transfert à l'hôpital, alors qu'ils étaient toujours sous la garde légale de l'ICE. Les enquêtes sur ces décès traînent en longueur et les familles se voient refuser l'accès aux informations, ce qui les laisse dans l'angoisse et sans réponses.

Par exemple, Genry Ruiz Guillén, un jeune ouvrier du bâtiment hondurien, s'est plaint à plusieurs reprises de pertes de connaissance et de difficultés respiratoires pendant sa détention ; il est décédé en janvier 2025 dans un hôpital de Floride. Marie Ange Blaise, une migrante haïtienne, a demandé à voir un médecin plusieurs heures avant de mourir de douleurs thoraciques ; selon le témoignage de son fils, elle s'est vu refuser toute assistance. Ismael Ayala-Urbe, un travailleur californien qui vivait aux États-Unis depuis son enfance et travaillait dans une station de lavage depuis 15 ans, est tombé malade pendant sa détention, souffrant de fièvre et de toux ; il est décédé après avoir été transporté à l'hôpital. Abelardo Avellaneda Delgado, qui avait passé près de 40 ans à travailler dans des exploitations américaines, est décédé dans un fourgon de l'ICE lors d'un transfert entre centres de détention après que son état de santé se soit détérioré dans la prison locale. Gabriel García Aviles, père et grand-père vivant aux États-Unis depuis trente ans, a été arrêté par une patrouille mobile et est décédé à l'hôpital après une semaine de détention provisoire ; sa famille n'a reçu aucune information pendant cette période. José Castro Rivera est mort après avoir été renversé par une voiture sur l'autoroute alors qu'il tentait d'échapper aux agents. Norlan Guzmán-Fuentes a été assassiné au bureau de l'immigration de Dallas et Miguel Án-

(Suite en page 10)

Minneapolis ...

(Suite de la page 9)

gel García Medina a été abattu alors qu'il était menotté dans un fourgon devant ce même bâtiment.

Il ne s'agit pas d'« accidents » dus à des circonstances particulières ou causés par des agents particuliers. Entre autres choses, les agents reçoivent une prime pour chaque arrestation, qu'elle soit justifiée ou non : la dignité humaine des détenus est bafouée et leur vie est considérée comme sans valeur. Il s'agit là de violence institutionnelle, de la destruction du corps et de l'esprit, d'une forme organisée de punition sans procès.

La propagande officielle présente l'ICE comme une force qui défend la société contre la criminalité et protège les frontières. En réalité, l'objectif de ce terrorisme n'est pas de déporter les quelque 12 millions d'immigrés sans-papiers, car sans cette main-d'œuvre, la bourgeoisie américaine ne pourrait pas faire fonctionner économiquement de nombreux secteurs. L'agriculture, la construction, la logistique, l'hôtellerie, les services... dépendent de leur travail. Entre 50 % et 75 % de ces travailleurs irréguliers (entre 8 et 8,5 millions) paient des impôts fédéraux, sans avoir droit à la plupart des avantages que ces impôts financent ! Les travailleurs immigrés en général, quel que soit leur statut juridique, représentent près de 19,5 % de la main-d'œuvre totale.

Le véritable objectif est d'intimider cette fraction du prolétariat, de le soumettre autant que possible et de le rendre vulnérable au chantage, tout en l'opposant aux travailleurs « nationaux ». C'est un objectif de classe clair : créer une masse de travailleurs qui ont peur de tomber malades, de faire grève et de ne pas pouvoir se défendre, et ainsi à faire pression les salaires et les conditions de travail de l'ensemble du prolétariat. Cette stratégie renforce la position des patrons et sert entièrement le capital. La répression des prolétaires immigrés clandestins est une attaque contre toute la classe ouvrière.

Les méthodes mises en place par l'ICE – rafles par des agents masqués, arrestations sans mandat, opérations militarisées et suspension des protections juridiques – s'étendent de plus en plus à de larges pans de la population ; selon un rapport interne qui a fuité, l'ICE est autorisée à entrer dans les habitations même sans mandat. La répression des immigrés sert en même temps de banc d'essai pour un autoritarisme croissant et un déploiement plus généralisé de la force par la classe dominante américaine. Les manifestations contre l'ICE sont réprimées violemment par la poli-

ce, avec le recours à la Garde nationale et des menaces d'intervention militaire. Les actions de solidarité sont criminalisées et sont l'objet de poursuites judiciaires. L'enregistrement des arrestations est considéré comme une « ingérence » dans les activités des agences gouvernementales. Les garanties juridiques sont affaiblies au nom de la sécurité et de l'ordre.

Le traitement réservé aujourd'hui aux immigrants en situation irrégulière sera progressivement appliqué à d'autres secteurs de la population, en premier lieu à la classe ouvrière, chaque fois qu'ils se rebelleront contre leurs conditions de travail et de vie. Nous assistons directement à la manière dont l'appareil étatique se prépare à réprimer le mécontentement à une échelle beaucoup plus large, dans un avenir qui n'est pas éloigné...

Renee Nicole Good, une automobiliste mère de famille âgée de 37 ans, n'avait commis aucun acte violent dans la zone du raid de l'ICE, mais elle désobéissait à l'ordre des agents de s'éloigner ; alors qu'elle commençait à se déplacer lentement, elle a été mortellement touchée par trois coups de feu tirés par un agent expérimenté de l'ICE à travers le pare-brise et la vitre ouverte de la portière. Après la fusillade, aucun des agents ne lui a porté secours, et ils ont empêché les résidents et les secouristes locaux de le faire.

Le 24 janvier, lors d'une opération de l'ICE, un autre meurtre a été commis : l'un des agents a tiré sur Alex Jeffrey Pretti, un infirmier de 37 ans qui filmait l'intervention avec son téléphone portable. Après une altercation entre un agent de police et une manifestante, il avait voulu venir en aide à la femme agressée : après avoir été aspergé de spray au poivre au visage, alors qu'il gisait au sol, frappé par plusieurs agents, il a été tué de plusieurs coups de feu à bout portant.

Cette évolution aux États-Unis n'est pas un « dérapage » temporaire, mais une forme de gouvernement autoritaire normalisé qui s'est progressivement développée au fil des ans à travers l'érosion des restrictions légales, la normalisation des mesures excep-

tionnelles et la concentration du pouvoir dans l'exécutif.

Tout cela s'inscrit dans le cadre des contradictions croissantes de la société capitaliste et de l'érosion de la position des États-Unis en tant que puissance impérialiste mondiale.

L'augmentation des arrestations, l'augmentation des morts, le réarmement et la militarisation des forces répressives, l'impunité pour la violence d'État et la diminution des garanties juridiques : ce n'est pas un hasard si cela se produit aujourd'hui. Il ne s'agit pas du remplacement immédiat de la démocratie parlementaire bourgeoise par une dictature – l'illusion envers les parlement et les élections reste un facteur crucial pour la stabilité du système capitaliste –, mais plutôt de la normalisation des soi-disant réponses d'urgence de l'État (Covid-19, immigration, etc.), de façon à faire de la répression une réalité omniprésente et un mode normal de gouvernance. Il serait naïf de croire que le Parti Démocrate, s'il remportait les prochaines élections, dans un contexte de tensions économiques et militaires internationales accrues entre les puissances impérialistes, renoncerait à tous ces « acquis » et limiterait les possibilités de l'État capitaliste face à une crise économique et militaire.

La répression incarnée par l'ICE est un avertissement de ce qui attend l'ensemble de la classe ouvrière si elle ne s'oppose pas à cette trajectoire.

Les défilés pour les droits humains et la dignité, aussi massifs soient-ils, les revendications en faveur de la démocratie, de la Constitution ou de l'État de droit, la participation d'organisations dites de la société civile, de groupes religieux, d'ONG humanitaires, les condamnations morales : tout cela est bien incapable de s'opposer au développement d'une répression totale. De même, il s'est tout-à-fait illusoire de chercher un soutien dans la sphère politique, c'est-à-dire auprès du Parti Démocrate, qui se présente comme l'opposition à l'autoritarisme de Trump. En réalité, c'est précisément ce parti qui a rendu possible le processus d'autoritarisme croissant. Son rôle se limite à critiquer les « excès » des raids contre les immigrés et « l'in-



suffisance des réglementations ». C'est Obama qui a pris les mesures décisives pour rendre l'ICE plus efficace. Sous son administration les budgets du DHS et de l'ICE ont été approuvés par le Congrès et les centres de détention ont continué à fonctionner comme avant. Dans les États gouvernés par les Démocrates, les gouverneurs envoient des unités de police et de la Garde nationale contre les manifestants. Les désaccords entre les Démocrates et l'administration Trump portent sur les méthodes et les tactiques, et non sur le fond.

Les dirigeants des syndicats officiels, engagés dans une politique de collaboration de classe, jouent un rôle tout aussi négatif. Alors que les travailleurs participent individuellement aux manifestations, les dirigeants syndicaux bloquent activement les grèves et canalisent l'opposition vers des gestes symboliques inoffensifs. Les engagements contractuels des syndicats à ne pas organiser de grèves en dehors du cadre des négociations collectives (les clauses dites « anti-grève ») sont utilisés pour maintenir les travailleurs au travail alors que les mesures répressives s'intensifient.

En respectant les schémas politiques imposés par les milieux bourgeois, toute action se réduit à une simple mise en scène à des épisodes de libération de la pression sociale et en fin de compte, cette pression ne change rien. Elle entrave même le développement d'un mouvement de classe indépendant en détournant du terrain nécessaire à la lutte : l'affrontement de classe avec le capital et son État. Les grèves menées avec des moyens et des méthodes de classe et dirigées par des organisations de classe indépendantes sont les armes de lutte pour les travailleurs ; elles sont le levier grâce auquel ils peuvent se défendre plus efficacement et imposer leurs revendications à la bourgeoisie en s'en prenant à la machine du profit capitaliste : elles sont un entraînement à l'inévitable affrontement de classe que la bourgeoisie dominante a déclenché depuis longtemps et qu'elle exacerbe de plus en plus.

La répression menée par la « Gesta-po de Trump » est un avertissement de ce qui attend l'ensemble de la classe ouvrière si elle ne s'oppose pas à cette trajectoire.

La seule réponse efficace est l'organisation indépendante de protestations, d'agitations et de mobilisations de masse du prolétariat, par-dessus toutes les distinctions imposées par le système capitaliste (nationalité, origine, statut juridique, race, genre, etc.), et la reprise de sa lutte ouverte en tant que classe ayant ses propres intérêts, opposés à ceux de l'oligarchie et de la bourgeoisie en général. Cela signifie la rupture avec les forces politiques, syndicales et idéo-

logiques qui lient le prolétariat à l'ordre existant, le développement des luttes prolétariennes dans la sphère économique et l'organisation du prolétariat avec des moyens et des méthodes classistes, c'est-à-dire des moyens et des méthodes incompatibles avec la collaboration entre les classes ! Cela signifie également entrer dans l'arène de la lutte politique, en opposition claire aux opérations extérieures de son propre État impérialiste et à son réarmement en vue d'une future guerre impérialiste mondiale, et avec la défense et la lutte pour

l'égalité de toutes les fractions de la classe contre la politique bourgeoise de division. La perspective ne peut donc être le retour à une prétendue démocratie idéalisée, mais la lutte consciente contre le système capitaliste.

Ce n'est que sur cette base que la classe ouvrière peut affronter la bourgeoisie la plus puissante du monde, la vaincre et s'engager sur la voie qui mène à la libération des chaînes de l'oppression et de l'exploitation, des guerres capitalistes et des catastrophes.

26/01/2026

L'Iran entre bestiale répression et menaces impérialistes

(Suite de la page 1)

étaient mêmes jugées « légitimes ». Mais les choses commencèrent à changer quand les étudiants de plusieurs universités du pays entrèrent en mouvement avec des slogans hostiles au régime, puis quand les manifestations, qui jusque-là étaient d'une ampleur relativement limitée, devinrent massives et que les manifestants s'attaquèrent à des édifices symboles du régime. Les autorités répliquèrent à leur façon habituelle par une répression bestiale : plus seulement des gaz lacrymogènes mais des tirs sur les manifestants avec des plombs de chasse et des armes de guerre. En même temps le gouvernement coupa le fonctionnement d'internet pour empêcher son utilisation par les manifestants ainsi que la propagande des médias d'opposition basés à l'étranger. Mais cela a eu aussi comme conséquence un black-out des informations sur les événements et l'ampleur de la répression. Le chiffre des victimes et des arrestations n'est pas connu de façon sûre mais tout indique qu'il est bien supérieur à celui des répressions précédentes ; on parle de plusieurs milliers de morts et de blessés : **l'ordre de la République Islamique a été rétabli dans le sang.**

Si donc la contestation est d'abord née comme un mouvement de colère corporatif de secteurs bourgeois et petits bourgeois, la situation de larges couches de la population est tellement difficile qu'il s'est transformé rapidement en une véritable révolte contre le régime, touchant y compris des régions excentriques et voyant l'implication des masses prolétariennes. Ce ne sont pas les appels du fils du Shah, la propagande israélienne ou les déclarations de Trump, qui en ont été la cause, mais la dégradation des conditions de vie, la pauvreté croissante et l'aggravation continuelle des inégalités sociales. Selon les statis-

tiques officielles l'inflation a été de 60% (chiffre annuel) en janvier, mais elle est en réalité bien supérieure : elle aurait été de 200% pour les produits de première nécessité. Le salaire minimum est de 104 millions de rials par mois (environ 65 euros), le plus bas des pays de la région, un niveau bien insuffisant pour compenser l'inflation (et pourtant nombre de travailleurs ne sont même pas payés au salaire minimum) ; les syndicats officiels demandent qu'il soit porté à 600 millions (soit 375 euros) alors que le gouvernement n'a prévu qu'une augmentation de 20 % des salaires dans le secteur public, relativement protégé, en 2026, à 187 millions, à laquelle il ajoutera une subvention de 10 millions (environ 5 euros) pendant 4 mois. Pourtant c'est un responsable parlementaire iranien a estimé qui a estimé qu'un foyer devrait disposer de 450 millions par mois pour satisfaire ses besoins de base (580 millions selon les syndicats). Le taux de participation au marché du travail serait inférieur à 50%. Selon les estimations officielles, 36% des iraniens vivent sous le seuil de pauvreté mais ce chiffre est sans aucun doute inférieur à la réalité, certains l'estimant à près de 70%.

Les conséquences sont directes sur le plan de la situation sanitaire ; d'après le ministère de la santé, 120 00 personnes meurent chaque année d'une « insécurité alimentaire croissante », c'est-à-dire de l'incapacité à se procurer les aliments essentiels et entre 50 et 70% de la population souffre de carences diverses fragilisant les défenses immunitaires et facilitant les maladies osseuses (1).

UNE LONGUE CHAÎNE DE REVOLTES ET DE REPRESSIONS

En passant rapidement sur le mou-

(Suite en page 12)

Iran ...

(Suite de la page 11)

vement de 2009 déclenché par la victoire électorale du conservateur Ahmadijad, parfois appelé la «révolution Twitter », dont la répression fit plus d'une centaine de morts, en 2017-2018 une vague de grèves et de manifestations ouvrières toucha les régions les plus pauvres du pays et les quartiers prolétaires de Téhéran (les plus grandes concentrations ouvrières comme dans l'automobile restant cependant à l'écart). Les slogans devinrent rapidement politiques et montrèrent l'érosion des illusions électorales : «Pain travail, liberté!», «A bas le dictateur !» «Conservateurs et réformateurs, votre heure est venue!», etc. Le pouvoir répondit par une violente répression qui fit des dizaines de morts. En novembre 2019 une brutale augmentation du prix de l'essence (multiplié par deux du jour au lendemain) provoqua de nouvelles manifestations de protestation et de violentes émeutes dans une bonne partie du pays. Les autorités écrasèrent ce qui était le plus vaste et violent mouvement de protestation depuis l'instauration de la République Islamiste, par une répression déchaînée (tirs sur les manifestants depuis des hélicoptères, utilisation de mitrailleuses, etc.), en même temps qu'il coupait internet pendant une semaine. Le nombre de morts a été estimé à 2000 environ. L'éclatement de la pandémie du Covid fut cependant le facteur principal utilisé par le gouvernement iranien (comme beaucoup d'autres) pour rétablir le calme.

Les protestations et les grèves recommencèrent en 2022, jusqu'à l'éclatement cette même année du mouvement «Femme, Vie, Liberté» après le meurtre par la police des mœurs d'une jeune femme portant mal son voile (2). Le mouvement touchant au départ surtout les étudiants et les milieux de l'intelligentsia s'étendit peu à peu, en prenant un caractère anti-régime marqué. Comme d'habitude les autorités y répondirent dans la sang : 500 morts environ pour les trois premiers mois, des milliers d'arrestations suivies de nombreuses condamnations à mort.

Si le gouvernement «réformateur» a relâché un peu la pression ces derniers temps en restreignant les exactions de la police des mœurs, il entend continuer sa politique anti-sociale; les syndicats officiels ont en particulier relevé que son budget prévoyait que les sommes allouées à la radiotélévision d'Etat étaient supérieures à celles de 10 ministères et que donc il ne restait plus rien pour les dépenses sociales. La brutalité répressive avant même la répression des mani-

festations actuelles n'avait pas diminué comme en témoigne l'augmentation des exécutions capitales depuis le mouvement «Femme Vie Liberté» : elles ont atteint un record en 2025 (plus de mille pour les trois premiers mois de l'année).

LES PRESSIONS IMPERIALISTES

Nous n'allons pas décrire ici l'histoire compliquée des rapports de l'Iran avec les différents impérialismes. Disons simplement que ses richesses en hydrocarbures comme sa place dans une région aussi stratégique que le Golfe Persique ont fait et font toujours de ce pays de plus de 90 millions d'habitants à la fois un enjeu des appétits impérialistes et une menace potentielle pour les pays voisins et pour l'ordre régional. Les pressions des impérialismes occidentaux pour l'empêcher de se doter d'un armement nucléaire (alors que le programme nucléaire iranien avait débuté sous l'égide des Etats-Unis) s'expliquent par leur volonté de restreindre au maximum la puissance d'un Etat qui n'était plus un allié de l'Occident. En 2018, lors du premier mandat de Trump les Etats-Unis se retirèrent de l'accord international, signé par Obama, sur le nucléaire, et ils imposaient de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran et les entreprises commerçant avec lui en arguant du développement de l'influence iranienne dans la région. Les sanctions n'ont cessé de pleuvoir depuis lors au point que l'Iran est le pays le plus au monde le plus soumis à des sanctions !

Dans le cadre de leur politique de «pression maximale» sur l'Iran, les Etats-Unis non seulement sont intervenus militairement lors de «la guerre des 12 jours» déclenchée par Israël en juin 2025, mais ils tentent de déstabiliser le régime. Lors des émeutes de janvier Trump a ainsi encouragé les manifestants en laissant entendre qu'une inter-

vention militaire américaine allait venir à leur secours. Mais les monarchies du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite, ont fait pression pour que Trump renonce à cette perspective ; ces Etats, ainsi que l'Egypte et la Turquie, craignent par-dessus tout le renversement du régime iranien à la suite d'un mouvement de révolte des masses: l'exemple en serait trop contagieux ! Tous les Etats bourgeois ne font qu'un pour le maintien de l'ordre établi : la stabilité contre-révolutionnaire dans la région exigeait que les autorités iraniennes écrasent la révolte. Les Américains ont donc attendu tranquillement que cette besogne soit accomplie pour reprendre leurs menaces militaires contre l'Iran...

L'ordre règne à nouveau à Téhéran. Mais cet ordre est précaire ; Les contradictions sociales sont telles dans le pays que tôt ou tard les masses seront poussées à nouveau à se révolter en dépit de la répression.

Mais pour que la prochaine flambée de lutte ne se termine comme les précédentes par un bain de sang sans lendemain ou ne soit détournée vers un simple replâtrage de la domination capitaliste, il faudra que le prolétariat trouve la force de s'organiser sur des bases de classe ; il faudra qu'il se dote de son parti de classe internationaliste et international, apte à le guider dans la lutte contre le front de tous ses ennemis intérieurs comme extérieurs qui savent qu'une révolution prolétarienne en Iran ferait sauter tous les Etats bourgeois de la région.

2/02/2026

(1) cf. [https:// lessentieldeleco.fr/5007-smic-a-combien-seleve-le-salaire-minimum-en-iran-en-2026/](https://lessentieldeleco.fr/5007-smic-a-combien-seleve-le-salaire-minimum-en-iran-en-2026/)

(2) cf. https://www.pcint.org/01_Positions/01_01_fr/220925_iran-mahsa-amini-fr.htm

Algérie

Répression d'État, nationalismes et indépendance de classe

(A propos de la « question kabyle »)

Dans le contexte de la proclamation unilatérale d'une « indépendance de la Kabylie » par le MAK (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie) (14 décembre 2025), il faut d'abord rappeler un fait central : l'Etat bourgeois algérien n'a jamais cessé de traiter toute contestation comme une affaire de police. Il alterne concessions symboli-

ques et répression matérielle. Il le fait pour protéger l'ordre social.

En Kabylie comme ailleurs, des opposants et des militants sont emprisonnés et poursuivis sous des incriminations extensibles – « atteinte à l'unité nationale », « apologie du terrorisme », « atteinte à la sûreté de l'Etat » – qui servent à criminaliser toute opposition

politique et sociale, à interdire l'organisation, et à transformer la lutte de classe en simple affaire pénale. La répression ne vise pas seulement des personnes soupçonnées de proximité avec le MAK : elle frappe aussi des animateurs et partisans du Hirak, des syndicalistes, des collectifs de solidarité, et plus généralement toute organisation qui tente d'exister hors du contrôle de l'État. Elle touche également des militants visés au nom de l'« antiterrorisme » sous d'autres étiquettes, et elle s'étend aux luttes pour les disparus de la « décennie noire », encore réprimées aujourd'hui.

Le mécanisme est connu : l'étiquette « terrorisme » fonctionne comme un filet. Elle permet à l'État de fabriquer des « ennemis intérieurs », d'étendre l'amalgame par simple décision politique, et de frapper large – qu'il exhibe ou non des « dossiers ». Car la justice bourgeoise n'est pas l'arbitre neutre des faits : elle est une pièce de l'appareil d'État, chargée de légitimer la répression.

Il faut insister sur un point que les raccourcis « régionalistes » effacent : la violence d'État n'est pas un accident kabyle, ni un « dossier kabyle ». C'est un mode de gouvernement. Les massacres du printemps 2001 (plus de 120 morts) et la brutalité exercée lors des grandes mobilisations de 1980 trouvent un écho direct dans d'autres séquences majeures : la répression de 1963 (qui a particulièrement ciblé la Kabylie), la répression qui accompagne le coup d'État de 1965 (avec des violences meurtrières, notamment à Annaba), et surtout octobre 1988 à Alger et ailleurs, où l'État a répondu par des centaines de morts. Cette continuité dessine une ligne claire : dès que la contestation menace l'ordre social, la bourgeoisie au pouvoir n'hésite pas à tuer, à emprisonner, à terroriser.

Dans ce cadre, réduire l'opposition politique à un duel « État contre MAK » est non seulement faux, mais politiquement dangereux : cela alimente la propagande du MAK, qui cherche à se poser en unique adversaire « réel » de l'État, tout en gommant les autres courants, les autres luttes, et surtout la dimension sociale. Or, en Kabylie, l'espace politique et social ne se résume pas au MAK : il y a des militants du Hirak, des syndicalistes, des opposants de multiples tendances, et aussi des partis et courants (FFS, RCD, etc.) dont les orientations – bourgeoises/petites bourgeoises – entrent en concurrence avec le séparatisme. Le fait même que ces forces existent, disputent l'influence et subissent elles aussi la pression répressive suffit à interdire toute ana-

lyse où « la Kabylie » serait confondue avec une seule organisation et une seule ligne nationalitaire.

La répression ne s'arrête pas aux prisons. Elle prend la forme de pressions sur les syndicats, de gels ou d'enlèves aux activités de certaines organisations d'opposition, de harcèlement judiciaire, et d'un durcissement de l'arsenal légal au nom de la « lutte antiterroriste ». Elle s'accompagne de tentatives d'intimidation, d'enlèvements et d'agressions contre des opposants de différents courants, et de pressions multiformes sur les familles.

Enfin, la pression déborde les frontières. Des opposants à l'étranger rapportent des menaces, du chantage, des pressions multiformes, parfois via l'entourage familial. Dans la même logique, le projet de loi sur la déchéance de la nationalité doit être compris pour ce qu'il est : une arme de guerre politique. Il vise tous les opposants dangereux pour l'État bourgeois qui ne peut pas les neutraliser lorsqu'ils agissent contre lui à l'extérieur des frontières nationales. C'est une tentative d'étendre la répression au-delà du territoire, de frapper l'opposition en exil, et de terroriser par avance ceux qui, à l'intérieur, pourraient relever la tête.

Tout cela confirme un point de méthode : la question n'est pas de choisir entre deux « peuples », ni entre des nationalismes concurrents, mais de comprendre la fonction de l'État bourgeois – central aujourd'hui, éventuellement régional demain – et de répondre sur le seul terrain qui puisse unir durablement les exploités : le terrain de classe.

Qu'est ce qu'a été le Hirak, ce mouvement qui a mobilisé des millions de personnes contre Bouteflika et contre le « système » ?

Il faut éviter une erreur fatale qui, sous prétexte de lucidité, finit par tourner à l'indifférentisme : parler du Hirak comme d'un simple théâtre de clans, comme si la mobilisation n'avait été qu'un décor. Une telle posture, même quand elle se pare de « réalisme », prépare en fait la passivité. Une position de classe ne méprise pas les mouvements réels : elle doit au contraire en reconnaître la force sociale et en critiquer les limites politiques.

Mais il faut dire clairement ce qu'était le Hirak : **un mouvement interclassiste**. Il a mêlé dans la rue des prolétaires, des chômeurs, des étudiants, des fractions de petite bourgeoisie urbaine, des professions libérales, et même des segments de la bourgeoisie opposés à telle ou telle fraction du pouvoir. Son mot d'ordre dominant – moralisation, « État de droit », « démocratie », « dédagisme » – a permis cette

cohabitation, mais au prix d'une conséquence politique : la lutte y est restée majoritairement sur le terrain démocratique, donc compatible avec une re-composition interne de la domination bourgeoise. Tant que les classes sont « réconciliées » dans un même discours de « peuple » face au « système », le prolétariat n'apparaît pas comme force indépendante ; il fournit le nombre, l'énergie et le courage, tandis que les couches petites-bourgeoises fournissent l'idéologie, les mots d'ordre, les illusions et, souvent, l'encadrement.

Le prolétariat entre inévitablement dans ces luttes, parce que sa condition d'exploité et d'opprimé le pousse spontanément à refuser l'intolérable. Même lorsqu'une lutte contre l'oppression ou d'autres méfaits réunit plusieurs classes – lutte anticoloniale hier, luttes « démocratiques » aujourd'hui –

(Suite en page 14)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

(Brochure «le prolétaire»,
Août 2025, format A4, 72 pages,
Prix: 6 €)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

— Acaba de salir —
Suplemento Venezuela
N° 28 al N. 56 de
«el programa comunista»

Febrero de 2026

Precio de una copia: América Latina: US \$ 0,5 / América del Norte: US \$ 1 / Europa: 1 €

Algérie

Répression d'État, nationalismes et indépendance de classe

(Suite de la page 13)

le prolétariat y participe nécessairement car en tant que classe exploitée et dominée c'est lui qui souffre le plus de toutes les oppressions et de tous les problèmes sociaux; c'est pourquoi il constitue la force motrice de cette lutte. Mais s'il n'arrive pas à se donner une organisation et une orientation de classe, il se retrouve à la remorque des orientations bourgeoises ou petites bourgeoises dominantes dans l'ambiance d'enthousiasme ou d'unité apparente, désarmé politiquement face à l'État et à ses auxiliaires. Si, dans une lutte commune à plusieurs classes, les prolétaires ne s'organisent pas séparément pour défendre leurs intérêts propres, ils deviennent la force d'appoint d'autres classes; ils fournissent l'énergie du mouvement, mais la direction politique et les objectifs restent étrangers à leurs besoins historiques et la situation se stabilise ou qu'une « victoire » partielle est obtenue, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se retournent contre eux. Ce n'est pas une dérive : c'est le fonctionnement normal de la société capitaliste.

Reconnaître la réalité du Hirak ne signifie pas l'idéaliser : cela signifie comprendre pourquoi il a pu être capturé, épuisé et réprimé. Sans organisation autonome, sans organes propres, sans programme de classe, une mobilisation interclassiste reste manœuvrable. Elle peut servir de levier à des rivalités de clans, puis être abandonnée ou écrasée lorsque l'État retrouve l'initiative

Le Hirak a été un mouvement de masses, et la Kabylie y a participé de manière substantielle. Sous les coups répétés de l'État bourgeois – répression, arrestations, intimidation – c'est même à partir de la Kabylie que des forces ont tenté de maintenir la mobilisation et de préparer sa relance. Cela ne démontre pas l'existence d'un « peuple » homogène, ni l'efficacité d'une voie démocratique : cela démontre que la colère sociale et politique était réelle, qu'elle cherchait des points d'appui, et qu'elle pouvait – au moins potentiellement – ouvrir un terrain de convergence plus large, à condition d'être arrachée au cadre interclassiste et à l'idéologie démocratique.

Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler que les partisans du MAK

n'ont pas participé au Hirak et qu'ils se sont même évertués à en détourner des militants kabyles, en présentant le mouvement comme « algérieniste ». Une telle orientation montre, concrètement, comment un nationalisme régional peut détourner une mobilisation interrégionale de masse de ses possibilités d'unification, en déviant la lutte sur un terrain identitaire interclassiste. Il est important que les prolétaires kabyles retiennent cette leçon : toute politique qui remplace l'unité basée sur des revendications de classe par l'unité derrière un drapeau national prépare la division et facilite la répression.

Il est également important de se méfier des formules journalistiques qui, en apparence descriptives, figent l'histoire en récits nationaux. L'expression « printemps kabyle » fonctionne souvent comme un raccourci. Elle tend à donner une continuité « naturelle » à des épisodes historiques différents, et à en faire les chapitres d'une même histoire : celle d'un « peuple kabyle » en marche vers son État. Ce type d'analyse fournit une matière idéologique commode pour transformer des mobilisations réelles, d'abord dirigées contre l'arbitraire d'État et contre des déterminations sociales, en étapes supposées d'un projet étatique.

Or les mobilisations de 1980 et de 2001 n'étaient pas de type nationalitaire. Elles ont exprimé, à des degrés divers, une colère contre la violence policière, contre le mépris social, contre

Les prolétaires algériens et la loi contre le colonialisme

Le 24 décembre les députés algériens adoptaient à l'unanimité et au chant de l'hymne national, une loi criminalisant, 64 ans après l'indépendance (!) la colonisation française de l'Algérie et demandant à Paris des excuses officielles et des réparations financières. Que doivent en penser les prolétaires ?

1. Une loi parlementaire reste un acte d'État bourgeois : déclarer « crime » ne renverse rien tant que l'État, l'armée, la police, la propriété et le salariat restent intacts.

2. Le mot « excuses » est un fétiche idéologique : une formule morale ne rend ni la terre, ni les vies, ni les moyens de production ; elle sert surtout de mise en scène de dignité nationale.

3. Les « réparations » visées sont une négociation entre bourgeoisies : un transfert d'actifs (biens, archives, indemnités) géré par l'État algérien,

donc par une fraction du capital national – pas par les exploités.

4. Cette mémoire officialisée fonctionne aussi comme politique intérieure : quand la tension sociale monte, on mobilise l'ennemi extérieur pour détourner la lutte sur salaires, chômage, coût de la vie, répression.

5. La réaction française (« acte hostile ») confirme le fond : intérêts d'État, contrôle des flux (notamment migrations), influence régionale, marchés – l'impérialisme ordinaire sous vocabulaire de « guérison ».

6. Le colonialisme n'est pas un « passé » : c'est une matrice d'accumulation. Expropriation, discipline du travail, destruction de formes sociales, extraction – et les dépendances actuelles prolongent ces effets.

7. Ce type de loi peut devenir un outil de police idéologique : aujourd'hui contre la « glorification » du colonialisme, demain contre toute parole jugée « nui-

sible » au récit national.

8. Le nationalisme est l'antidote bourgeois à l'internationalisme : il prêche l'union sacrée « des Algériens » contre « la France », alors que la fracture réelle est entre classes.

9. Le prolétariat français n'est pas l'ennemi : son État l'est. La ligne de classe vise l'État impérialiste, pas une haine nationale qui finit toujours par souder les travailleurs à « leur » bourgeoisie.

10. En clair : ni excuses, ni indemnités, ni lois mémorielles ne règlent la question. La seule « réparation intégrale », c'est la liquidation du capital : **destruction des États bourgeois et unité internationale de classe.**

Epilogue : un mois plus tard après le vote solennel à l'unanimité de la loi au Parlement, le « Conseil de la nation » (Sénat) jugeait, lui aussi à l'unanimité, que les dispositions les plus significatives de la loi devaient être revues, car elles « ne correspondaient pas à la ligne officielle de l'État algérien ». Il n'y a pas de doute que la cause réelle de ce changement tient aux

les injustices de classe. **Les réduire à un « printemps » unique estampillé « kabyle », c'est effacer leur contenu social et leur portée potentiellement unificatrice avec les prolétaires d'autres régions.**

Les faits ont démontré qu'il est impossible d'en finir avec la misère et l'exploitation par une classe dominante de capitalistes et de profiteurs en tout genre, au moyen de gigantesques manifestations pacifistes toutes les semaines « contre le système ». Les faits ont démontré que les mécanismes démocratiques ne sont qu'un leurre : lorsque des élections risquent de donner des résultats qui ne leur conviennent pas, les bourgeois envoient l'armée pour y mettre fin. Les faits ont démontré que les actions minoritaires de type guérilla et les tueries terroristes sont utilisées pour renforcer le terrorisme de l'État bourgeois qu'elles sont incapables d'affaiblir.

Quant à la « solution » d'un État kabyle indépendant, elle ne ferait que déplacer le problème : elle substituerait une bourgeoisie à une autre et dresserait une nouvelle frontière au sein du marché mondial. **Changer de drapeau ne change pas les rapports de production : salariat, chômage, impôts, police, prisons, répression, et concurrence entre États. Un État nouveau, même né d'un discours « anti-oppression », reste un État bourgeois: l'organe de domination de la classe bourgeoise.**

Le nationalisme est l'arme idéologi-

que par laquelle la bourgeoisie fabrique une communauté fictive – « le peuple », « la nation » – pour lier les exploités aux exploités. Il exige des prolétaires qu'ils fassent des sacrifices au nom d'un « intérêt national » prétendument commun, alors que cet intérêt est celui de la classe dominante : préserver la propriété, la hiérarchie sociale, l'État, et la place de la bourgeoisie dans la concurrence mondiale

En Algérie, le pan-arabo-islamisme d'État sert à discipliner, à criminaliser l'opposition, et à maintenir la division. Mais le pan-amazighisme, lorsqu'il est posé comme alternative identitaire globale, reste lui aussi un nationalisme : il propose une autre communauté interclassiste, une autre « unité » qui mêle exploités et exploités sous un drapeau culturel. Enfin, le kabyliste pousse plus loin la même logique en la resserrant sur une région : « peuple kabyle » opposé à « peuple algérien ». Dans les trois cas, le mot « peuple » efface la ligne de classe.

À ces unions identitaires – centrales, « pan- » ou régionales – il faut opposer une seule union réelle : **l'union des exploités contre les exploités.** L'unité prolétarienne ne se construit pas sur la langue, le sang, le territoire ou la mémoire, mais sur **les intérêts matériels communs.** C'est sur ce terrain que peuvent s'unir les prolétaires de Kabylie, du reste de l'Algérie et de l'émigration, en liaison avec les prolétaires des autres pays.

Liberté pour les travailleurs et militants emprisonnés ; solidarité matérielle avec les familles ; caisses de défense et soutien contrôlés par les travailleurs eux-mêmes. **Défendre les réprimés, oui ; se laisser enrôler derrière des coalitions démocratiques bourgeoises, non.** Unifier la lutte sur des revendications sociales communes : salaires, prix, logement, chômage, conditions de travail, violences policières.

Tels sont les axes qui peuvent rassembler sur des bases de classe les prolétaires de Kabylie, du reste de l'Algérie et de l'émigration, en coupant court aux divisions identitaires.

Hier, la révolution nationale anticoloniale a mis fin au colonialisme et à ses horreurs, mais elle n'a pas aboli l'exploitation. Demain, seule la **révolution communiste internationale** pourra mettre fin au capitalisme et à ses horreurs, en brisant les États bourgeois et en instaurant sur leurs ruines le pouvoir international du prolétariat. L'internationalisme n'est pas une coalition de « peuples ». C'est la lutte mondiale d'une même classe contre un même mode de production. Sa condition politique est claire : **organisation prolétarienne indépendante, centralisation, parti de classe internationale.**

Travailler dès aujourd'hui dans cette direction est nécessaire pour que puisse demain être abattu le capitalisme en Algérie et dans tous les pays.

8/01/2026

relations étatiques entre Paris et Alger. La visite en Algérie à la mi-février du ministre de l'intérieur français pour relancer la « coopération sécuritaire » – lire : policière – entre les deux pays, démontre, s'il en était besoin, que, quels que soient leurs divergences et leurs conflits d'intérêt, la France et l'Algérie tomberont toujours d'accord pour défendre l'ordre bourgeois : leur « réconciliation » se fera sur le dos des prolétaires.

Ceux-ci doivent répondre par la **solidarité et l'internationalisme prolétarien** aux campagnes racistes en France et aux nationalismes alimentés en permanence des deux côtés de la Méditerranée par les antagonismes entre États.

Chili : un demi-siècle après, un admirateur du coup d'Etat de Pinochet accède démocratiquement au pouvoir

Le 14 décembre le candidat d'extrême droite, Jose Antonio Kast a remporté largement le deuxième tour de l'élection présidentielle au Chili, face à la candidate de la gauche unie, Jeannette Jara, du Parti Communiste chilien, qui défendait l'action passée du président Boric (elle était son ministre du travail). Un peu plus d'un demi-siècle après le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement de gauche (PC, PS) de l'« Unité Populaire » de Salvador Allende, c'est un partisan déclaré de Pinochet qui a été élu.

La dictature de Pinochet a été responsable d'une sauvage répression anti-ouvrière : le nombre de victimes, toujours inconnu à ce jour, a été de plusieurs milliers, tandis que le nombre de personnes emprisonnées, souvent torturées, s'est élevé à plusieurs dizaines

de milliers. Grâce à cette répression qui brisa toute possibilité de résistance ouvrière la dictature put imposer une politique économique ultra-libérale qui provoqua une explosion des inégalités sociales.

Comment expliquer qu'un défenseur du coup d'Etat et de la dictature comme Kast (dont la famille participa alors à la répression) l'ait emporté face à une « héritière » de l'Unité Populaire ? Le programme de Kast, inspiré de l'argentin Milei et des « Chicago boys » (comme on appelait les économistes auteurs du programme économique ultra-libéral de la dictature), prévoit sur le plan économique des coupes drastiques dans le budget de l'Etat, des privatisations, la

Strana a trída I.

Strana a trída v marxistické doktrína

(Brožura c. 1 - Kveten 2025, formát A5; 48 stran; cena 90 Kč / € 2)

(Suite en page 16)

Chili ...

(Suite de la page 15)

dérégulation du marché du travail, etc., mesures qui aggraveront la précarisation des travailleurs et augmenteront encore les inégalités. Cela n'a pas empêché le président sortant Boric et la candidate de féliciter Kast au nom de la démocratie : « *je suis très fier de la démocratie* » a dit Boric dans son message de félicitation à Kast, tandis que Jara a déclaré ; « *La démocratie a parlé. Nous souhaitons à Kast le succès pour le bien du Chili* » (1). Pour ces politiciens qui prétendent défendre les travailleurs, le plus important est que le système de la démocratie bourgeoise – ce système de duperie anti prolétarien selon le marxisme – ait bien fonctionné !

En 1973 le Parti Communiste s'employa, avec les autres partis de gauche, à désarmer les prolétaires face à la droite et l'extrême droite golpiste ; de même aujourd'hui, il les a désarmé face aux capitalistes, pavant la voie au retour de l'extrême droite. Dans tous les cas, conformément à sa nature collaborationniste et contre-révolutionnaire, il s'est montré un serviteur fidèle de l'ordre bourgeois, un adversaire irréductible de l'émancipation prolétarienne.

A la fin des années 80 du siècle dernier commencèrent les négociations pour le retour à un gouvernement civil ; il eut lieu en 1990, après que les partis regroupés dans la « Concertation démocratique » (Parti socialiste, parti démocrate-chrétien, etc.) aient accepté de suivre la politique économique de la dictature et de ne pas toucher à sa constitution. Pendant 20 ans les partis de la « concertation » incarnèrent ces orientations et le PC les soutint lors des élections.

En octobre 2019 le Chili fut secoué par une véritable explosion sociale, déclenchée par la décision du gouvernement du riche capitaliste Pineira d'augmenter le prix du ticket de métro. Cette hausse qui s'ajoutait aux difficultés de la vie des prolétaires mit le feu aux poudres ; dans tout le pays éclatèrent des pillages et des manifestations auxquelles le gouvernement répondit par l'état d'urgence et le recours à l'armée ; la répression déchaînée se solda officiellement par une quinzaine de morts et près de 90 blessés par balles, plusieurs centaines de personnes arrêtées parfois torturées, violées. Mais d'autres sources donnent un chiffre de 30 morts et de 460 blessés aux yeux (2). Pour arrêter le mouvement dont les causes étaient la situation misérable de la majorité de la population, il fallut que la centrale syndicale CUT appelle à une journée de grève générale (massivement suivie) débouchant

sur des négociations avec le gouvernement pour arriver à un accord, signé par les partis de gauche, « *pour la paix sociale et une nouvelle constitution* ». Cette nouvelle constitution qui permettrait la satisfaction des revendications prolétariennes ne vit jamais le jour, mais les élections et référendums successifs à son sujet servirent à calmer les masses révoltées grâce à l'opium électoral.

Lors des élections présidentielles qui suivirent, Boric, le candidat de la gauche, ancien dirigeant syndical étudiant « radical » qui avait signé l'accord mettant fin au mouvement, fut élu contre – déjà ! – Kast. Son programme comportait de profondes réformes sociales censées instituer un « Etat providence » à la place du libéralisme existant, comme la réforme du système des retraites, ainsi que la promesse de réformer profondément le corps des Carabiniers responsable de nombreux abus, de punir ceux qui avaient commis des crimes et de supprimer les lois les plus répressives.

Mais rien de tout cela ne fut réalisé par le gouvernement de gauche qui ne procéda à de timides réformes que pour mieux servir le patronat et le capitalisme chilien en général. Par exemple l'augmentation du salaire minimum à 535 dollars (alors que la revendication ouvrière était de 760) a été accompagnée d'une flexibilisation du travail.

Pire, il mena une politique répressive envers les ouvriers en grève et envers les indiens Mapuche voulant récupérer leurs terres contre lesquels il imposa l'état d'exception et la militarisation de leur territoire ; au lieu de « réformer » les Carabiniers et de faire passer en jugement les auteurs de crimes, il promulgua une loi en faveur de la police au nom de la lutte contre l'insécurité – attribuée à l'immigration, notamment vénézuélienne (3).

L'action du gouvernement de gauche a suscité inévitablement la désillusion des prolétaires et les appels à faire barrage à l'extrême droite n'ont pu suffire à les convaincre de soutenir ceux qui avaient trahi leurs promesses.

Partout les partis réformistes et les organisations collaborationnistes prétendent améliorer le capitalisme, le rendre plus social, le réformer au profit des travailleurs et des masses pauvres. Ils s'efforcent avant tout de détourner les prolétaires de la lutte directe en promettant qu'une victoire électorale permettra facilement d'obtenir la satisfaction des revendications ; ils condamnent toute atteinte à la paix sociale, tout acte de violence, toute action illégale comme une provocation qui met en péril la collaboration entre les classes et le sacrosaint « dialogue social » (4). Une fois au gouvernement ils « oublient » les pro-

messes qui avaient servi à détourner les prolétaires de la lutte, pour ne faire que la politique permise par la bourgeoisie. Lorsqu'ils ont épuisé les services rendus au capitalisme, ils retournent dans l'opposition où ils essayent de retrouver une certaine légitimité qui leur permette de continuer à diffuser les illusions démocratiques et pacifistes.

Au Chili les partis de gauche ont ainsi ouvert la voie au retour de l'extrême droite au pouvoir. Face aux attaques qui s'annoncent, les prolétaires devront se défendre. Mais pour que cette défense puisse avoir des chances de succès ils devront prendre la voie de la lutte et de l'organisation de classe ; ils devront rompre avec les faux amis qui sont en réalité leurs adversaires les plus pernicioeux : les partis et organisations réformistes qui il y a 50 ans les ont livrés aux massacres et à la dictature, et qui aujourd'hui les ont livrés à la démocratie, tout aussi bourgeoise que la dictature, avec le même résultat : la victoire de la réaction bourgeoise la plus extrême. Il n'y a pas eu besoin de recourir à un coup d'Etat et à une dictature parce que les tensions sociales ne sont pas aussi fortes qu'en 1973, le prolétariat n'est pas mobilisé comme alors et il ne constitue pas un danger pour l'ordre établi.

Mais dès qu'il se mettra en mouvement, il sera confronté aux forces de répression de l'Etat bourgeois démocratique, maintenues et perfectionnées par le gouvernement de gauche et, le cas échéant, à la violence déchaînée d'une dictature ouverte comme à l'époque de Pinochet. Pour ne pas revivre cette expérience il est indispensable qu'ils tirent les leçons cruciales de leur propre histoire :

La seule voie réelle au socialisme, la seule voie pour mettre fin à la misère, à l'exploitation et à la répression capitalistes, n'est pas nationale, mais internationale ; c'est la voie qui commence par l'organisation indépendante de classe, par la constitution du parti de classe armé du programme communiste véritable ; c'est la voie de la lutte ouverte quotidienne contre les patrons et l'Etat bourgeois qui à un certain point peut se hisser au niveau de la lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat ; c'est la voie de la lutte non plus populaire mais prolétarienne, non plus patriotique mais internationaliste, résolument et ouvertement anticapitaliste, seule capable d'entraîner derrière la classe ouvrière tous les exploités et les opprimés à l'assaut de l'Etat bourgeois (5).

28/12/2025

Venezuela :

Contre l'agression impérialiste américaine !

Pour la lutte de classe du prolétariat vénézuélien, américain et mondial !

L'attaque menée par les forces spéciales américaines contre le Venezuela le 3 janvier dernier, visant à kidnapper le président du gouvernement du pays et à l'emprisonner, a été, en attendant ce qui se passera à l'avenir, le point culminant d'une série d'attaques américaines visant à contrôler, d'une manière ou d'une autre, ce pays des Caraïbes.

D'après ce que l'on sait à ce jour, le président américain Donald Trump aurait averti ces dernières semaines le président vénézuélien Nicolás Maduro qu'il s'apprêtait à attaquer le pays pour renverser son gouvernement. De son côté, le président vénézuélien aurait refusé de s'exiler en Turquie, comme cela lui avait été proposé, laissant sa place à l'un des hauts responsables qui le suivaient dans la hiérarchie gouvernementale. L'excuse invoquée par les États-Unis pour destituer Maduro est la lutte contre le trafic de drogue (version actualisée de la guerre contre le terrorisme qui a conduit les troupes américaines à

envahir l'Afghanistan, l'Irak et une longue liste de pays) car, toujours du point de vue du gouvernement américain, le président vénézuélien serait à la tête d'un cartel international se consacrant à l'introduction de cocaïne aux États-Unis depuis l'Amérique du Sud et au blanchiment de l'argent provenant de ce commerce.

LE PETROLE... N'EST PAS TOUT

Sans pouvoir nier ou affirmer la réalité qui se cache derrière ces affirmations (car, contrairement à l'idéalisation du régime vénézuélien promue par certains courants politiques américains et européens, la nature bourgeoise, c'est-à-dire criminelle, le prédispose et le rend apte à tout type d'affaires, aussi obscures soient-elles), il est pour le moins ironique que les États-Unis, l'un des pôles les plus représentatifs du trafic de drogue au niveau mondial, attaquent un autre pays sous ce prétexte. En effet, Donald Trump lui-même, dans son discours du 3 janvier, a donné une explication qui, bien qu'incomplète et délibérément partielle, donne une idée plus réaliste des motifs qui ont motivé l'attaque américaine et a désigné le contrôle de l'industrie pétrolière vénézuélienne comme son objectif ultime.

On sait que les États-Unis et le Venezuela se livrent depuis des décennies une dure lutte pour le contrôle d'une grande partie des infrastructures pétrolières du pays. En 2006, le gouvernement d'Hugo Chávez a abrogé le cadre juridique dans lequel opéraient les grandes compagnies pétrolières au Venezuela, favorisant ainsi la prise en charge par l'entreprise publique Petróleos de Venezuela SA (PDVSA) de l'ensemble de l'extraction et des bénéfices résultant du commerce du pétrole brut, au détriment des entreprises, principalement américaines, qui ont bénéficié du processus dit d'ouverture pétrolière qui leur a permis d'accéder aux ressources vénézuéliennes à partir de la dernière décennie du XXe siècle. Depuis lors, les États-Unis ont réclamé au Venezuela de lourdes indemnités pour cette expropriation de fait, sans jamais perdre de vue la possibilité de récupérer par la force la position privilégiée que leurs entreprises ont perdue.

Actuellement, le Venezuela possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, estimées à environ

300 000-303 000 millions de barils, ce qui représente environ 17 % à 20 % des réserves mondiales. Cela le place en première position, devant l'Arabie saoudite et l'Iran. Certaines estimations américaines et internationales suggèrent même que le volume réel des réserves non découvertes ou difficiles à extraire pourrait être encore plus important (entre 380 et 652 milliards de barils), mais le rendement et la viabilité économique font l'objet de débats. Mais une grande partie du pétrole vénézuélien est très «lourd» et visqueux (*brut extra-lourd*), ce qui rend son extraction plus difficile d'un point de vue technique et financier que celle des bruts légers d'autres pays.

Le pétrole représente environ 90 % des recettes d'exportation du Venezuela et il a toujours été le pilier de l'économie nationale. Cependant, la production est nettement inférieure au potentiel des réserves (actuellement environ 900 000 à 1 000 000 de barils par jour exportés), ce qui représente moins de 1 % de la demande mondiale, principalement en raison de l'instabilité politique, de la mauvaise gestion et des sanctions.

Chevron Corporation est la principale compagnie pétrolière américaine active au Venezuela, malgré les sanctions de longue durée imposées à PDVSA. En vertu des dérogations accordées par le gouvernement américain, Chevron dispose de licences limitées pour opérer et exporter, bien que ces licences aient été révisées à plusieurs reprises en 2025 et, dans certains cas, retirées. Chevron était notamment autorisée à exporter du pétrole vénézuélien malgré les sanctions, mais cela limite en même temps les flux financiers directs vers le régime vénézuélien et c'est politiquement délicat.

Mais la limitation progressive de l'importance américaine dans l'industrie pétrolière vénézuélienne a eu pour contrepartie, ces dernières années, une importance croissante du commerce avec la Chine. Selon la presse spécialisée, la Chine reçoit du Venezuela environ 921 000 barils par jour (80 % des exportations de pétrole brut du pays), tandis que les États-Unis n'en reçoivent que 150 000 par jour. En d'autres termes, ces dernières années ont vu un changement dans la position stratégique du Venezuela qui, après une décennie de blocus et de chute des exportations due à la baisse de la demande internationale, est passé du statut de source de réserves pour les États-Unis à celui de source de réserves pour la Chine. En effet, les deux pétroliers interceptés par la marine américaine quelques jours avant l'attaque étaient vraisemblablement à destination de ce pays asiatique, qui fournit au Venezuela des transferts de technologies de pointe, des intrants pour l'industrie nationale, etc.

Chili ...

Notes:

(1) <https://www.pressenza.com/es/2025/12/balotaje-chileno-elije-a-kast/>

(2) <https://www.rfi.fr/es/20201017-las-cifras-que-dejo-un-ano-de-estallido-social-en-chile>

(3) Les immigrés vénézuéliens représentent plus de 40% des étrangers ; les médias les rendent responsables de la hausse de la criminalité, un discours repris par les politiciens de droite ou de gauche : Jara a appelé à une forte présence militaire et policière aux frontières pour « défendre » les Chiliens contre les migrants. Cf. *Le Monde*, 16/11/2025

(4) Lors du mouvement de 2019 la CUT déclarait dans un communiqué du 29/10/ : « *Nous condamnons de la façon la plus énergique la violence irrationnelle engendrée par l'attitude du gouvernement qui a permis des actes de vandalisme et de délinquance de groupes minoritaires (...). Cette violence irrationnelle ne sert qu'aux puissants pour justifier la répression et la militarisation du pays* ».

(5) Voir notre brochure : « Le coup d'Etat de 1973 au Chili : une terrible expérience à ne pas oublier »

Venezuela ...

(Suite de la page 17)

À cela s'ajoute la relation commerciale, également considérée comme préférentielle par le Venezuela, que celui-ci entretient avec l'Iran. Sans atteindre l'ampleur de celle qu'il entretient avec la Chine, elle a un poids considérable dans l'économie vénézuélienne et elle apporte un soulagement considérable pour atténuer les effets de l'embargo relatif auquel le soumettent les États-Unis. C'est là le cœur du problème. L'objectif américain n'est manifestement pas de contrôler le trafic de drogue. Mais il ne s'agit pas non plus uniquement de prendre le contrôle de l'industrie pétrolière vénézuélienne, ce qui peut être très lucratif, mais dont les États-Unis ont pu se passer pendant deux décennies... L'objectif de la pression exercée par les États-Unis sur le Venezuela est double.

D'une part, ils cherchent à limiter les relations commerciales du pays caribéen avec la Chine et l'Iran, en empêchant à la fois la fourniture à ces deux pays d'un pétrole sans doute très bon marché (ce qui est d'une importance vitale pour l'expansion industrielle dont ils sont les protagonistes) et le paiement de celui-ci sous forme de technologie militaire et industrielle, c'est-à-dire la consolidation d'une zone d'influence principalement chinoise dans la mer des Caraïbes.

D'autre part, ils cherchent à faire un exemple avec le Venezuela afin que les autres pays et bourgeoisies latino-américains en prennent bonne note : tant sur le plan économique que politique, ils affirment leur domination sur le sous-continent, dans une sorte de revendication de droits qu'ils considèrent comme incontestables. Il n'est pas nécessaire de remonter très loin pour voir ce double objectif explicité par le gouvernement américain lui-même, car dans sa stratégie de sécurité nationale récemment publiée, le document qui définit son orientation politique et militaire pour les années à venir, la revendication d'une **Amérique du Sud américaine**, c'est-à-dire **étasunienne**, est explicite. Il

ne s'agit pas simplement d'une exigence économique, ni d'une revendication pétrolière pure et simple... C'est l'imposition de tout un positionnement politique et militaire qui est en jeu. L'Amérique, cela doit être clair pour tous les pays qui la composent, est le terrain de chasse privé des États-Unis. Cela ne signifie pas qu'aucun autre pays ne peut commercer ou défendre des intérêts partiels dans cette; mais une prédominance incontestable doit être reconnue à l'impérialisme américain.

IL Y A AUSSI L'ORDRE, BOURGEOIS ET IMPÉRIALISTE...

Au cours des premières années du gouvernement d'Hugo Chávez, dans un contexte de boom économique mondial où la consommation de carburant dans tous les pays capitalistes développés et dans une grande partie des pays considérés comme en voie de développement augmentait sans cesse, les exportations de pétrole vénézuélien ont rapporté de juteux bénéfices à l'État. Une grande partie de ces bénéfices a été utilisée pour moderniser, relativement, l'appareil productif national, consolidant ainsi le Venezuela en tant que puissance économique régionale.

Parallèlement, un programme à grande échelle d'avantages sociaux pour le prolétariat et les masses appauvries a été mis en place. Contrôle des prix du panier de la ménagère, construction de logements abordables, programmes pour l'emploi, alphabétisation... Les millions de pétrodollars qui gonflaient les caisses de l'État ont permis une expansion économique et sociale qui suivait le rythme de la croissance économique mondiale de l'époque, mais qui était liée à celle-ci par le fil ténu que représentait l'exportation d'une seule matière première, le pétrole brut.

Le régime de Chávez se distinguait-il en cela des autres pays capitalistes ? Absolument pas. Dans pratiquement toute l'Europe et l'Amérique du Nord, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie consacre une partie des bénéfices excédentaires, obtenus d'abord grâce à la reconstruction

d'après-guerre, puis grâce à la domination impérialiste qu'elle exerce sur le reste du monde, au maintien d'une série d'amortisseurs sociaux qui garantissent une paix sociale relative, fondée sur une politique rigoureuse de collaboration entre les classes. Les premières années du régime chaviste n'avaient rien de particulier si on les considère dans l'abstrait. Ce n'est que si on les examine dans le contexte latino-américain, et en particulier avec les singularités vénézuéliennes, où les oligarchies bourgeoises dominantes ont impitoyablement exploité les prolétaires et les paysans de la région et n'ont pas hésité à les réduire à la famine et à la misère la plus désespérée, qu'on peut voir une certaine différence. La politique de conciliation menée par les gouvernements chavistes réussis envers les prolétaires et les couches populaires les plus pauvres s'inspire de la méthode traditionnelle de gouvernement de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes centraux; il n'y a là rien de révolutionnaire. C'est le fait qu'il ait cherché les sources de financement de cette politique dans la nationalisation d'industries clés, comme celle du pétrole, qui l'a opposé à la fois à la bourgeoisie traditionnelle vénézuélienne et à son protecteur américain.

Mais cette confrontation, qui a sans aucun doute existé, ne doit pas non plus faire croire que les réformes très limitées de Chávez avaient un caractère subversif. Il est vrai que le gouvernement Chávez s'est opposé à l'oligarchie vénézuélienne et aux États-Unis au point qu'en 2002, un coup d'État visant à le renverser a eu lieu. Mais il est également vrai que l'échec de ce coup d'État, dû à la pression des masses populaires dans la rue, a ramené les tensions existantes à un accord de relative tolérance : les États-Unis et la bourgeoisie vénézuélienne ont accepté que seul le régime chaviste était capable de contrôler les tensions sociales créées par des décennies de misère, et celui-ci s'est empressé de devenir le défenseur de l'ordre impérialiste dans le pays tout en permettant à une nouvelle bourgeoisie, nombreuse, particulièrement agressive et avide, l'enrichissant grâce à de nouvelles affaires et lui permettant de s'infiltrer dans tous les recoins de la structure étatique.

La confrontation des gouvernements de Chávez d'abord, puis de Maduro ensuite, tant avec la partie de la bourgeoisie qui avait été exclue du pouvoir qu'avec les États-Unis, ne peut être comprise comme la lutte d'un régime révolutionnaire (ni même réformiste au sens strict du terme !) contre des forces réactionnaires, mais comme une lutte inter-bourgeoise dans laquelle chacune des factions s'est battue pour obtenir le soutien des prolétaires et du « peuple » en général, les uns défendant les acquis



sociaux obtenus grâce à la vente du pétrole, les autres défendant la démocratie et la lutte contre la corruption croissante de la nouvelle bourgeoisie et de l'armée, devenue le principal garant de l'ordre à mesure que la situation sociale se détériorait.

Au milieu de cette lutte, la crise capitaliste de 2008-2012, la fin de la demande illimitée de pétrole, la chute des revenus provenant de sa vente... ont conduit à la crise économique, politique et sociale du régime chaviste, de plus en plus retranché derrière les forces armées et que seule son inclusion dans le bloc commercial formé par la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres pays de moindre importance a réussi à sauver... temporairement.

La réalité, au moment où les États-Unis, conformément au revirement politique et militaire qu'ils ont opéré ces dernières années, ont redoublé d'efforts pour attaquer le Venezuela afin de le sortir de cette orbite économique, c'est que l'État vénézuélien ne pourrait pas exister sans la nouvelle bourgeoisie chaviste (les célèbres *bolibourgeois*), car elle représente désormais la principale force d'ordre dans le pays et la seule sur laquelle l'ordre impérialiste américain peut s'appuyer. L'opposition (celle de Machado aujourd'hui, mais celle de Guaidó hier... et tant d'autres) s'est révélée absolument incapable de garantir l'ordre bourgeois. Non pas parce que le gouvernement de Maduro a conservé le soutien populaire qui caractérisait les premiers gouvernements de Chávez, mais parce que le réseau étatique construit en partie sur celui-ci n'est contrôlable que par la bourgeoisie qui, en vingt ans, s'est emparée de l'armée et des autres leviers du pouvoir.

Trump lui-même l'a reconnu lorsqu'il a affirmé que l'opposition à Maduro, dirigée par Corina Machado, n'avait pas la confiance du peuple vénézuélien, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas la force nécessaire pour prendre en charge l'État, car elle n'avait pas la capacité de canaliser en ce sens les différentes forces bourgeoises (dont l'impérialisme américain) qui convergent. Au contraire, la numéro deux de Maduro, Delcy Rodríguez, représentante de cet État narco-corrompu ainsi que les États-Unis qualifient le Venezuela, serait, pour l'administration Trump, «quelqu'un de fiable». Il ne fait aucun doute que les États-Unis vont superviser une transition au Venezuela visant à ouvrir les portes de l'État à certaines factions bourgeoises qui en sont aujourd'hui exclues. Ce changement aura pour principaux objectifs de sortir le Venezuela de l'orbite de la Chine, de la Russie et de l'Iran, tout en permettant aux entreprises américaines de s'emparer de l'industrie pétrolière. Mais la manière dont cela se fera n'est pas encore prévisible, car cela fait partie

d'un jeu impérialiste de beaucoup plus grande envergure qui affecte tant l'ensemble de la région latino-américaine que le reste du monde. Nous pouvons seulement être certains que cela ira «de la loi à la loi», et du pouvoir de la bourgeoisie au pouvoir de la bourgeoisie et, très certainement, *du chavisme au chavisme... allié aux États-Unis*.

UN AVERTISSEMENT POUR LE PROLETARIAT

De la fin des années 80 à 2002, la bourgeoisie vénézuélienne et les impérialistes américains étaient pleinement conscients que le Venezuela était en sous un volcan de mécontentement et de colère populaires. Deux décennies de crise quasi permanente, de détérioration drastique des conditions de vie, de baisse des salaires, etc. ont fini par déclencher des explosions populaires comme les émeutes de 1989 (le «Caracazo»). Le coup d'État de 1992, mené par un groupe de militaires dirigé par Hugo Chávez, reflétait le malaise que certains secteurs de l'armée, de la bureaucratie syndicale, etc. estimaient ne pouvoir être surmonté que par un programme de réformes nationalistes. Comme nous l'avons rappelé plus haut, après l'arrivée au pouvoir de Chávez et le début de la Ve République, mais surtout après que le coup d'État de 2002 eut montré que la bourgeoisie traditionnelle n'avait guère la capacité d'exercer le pouvoir, celle-ci et la bourgeoisie américaine ont accepté un gouvernement de type nationaliste dans le pays.

Depuis lors, ce gouvernement a tout mis en œuvre pour mettre en place des structures étatiques et para-étatiques capables de coopter certains secteurs d'origine prolétarienne et populaire (des anciens mouvements guérilleros aux syndicats, dont Maduro était l'un des leaders) afin d'étouffer toute tentative de lutte indépendante de classe. Lorsque les autres prolétaires ont fait valoir leurs revendications, ne serait-ce que sur le plan économique, les gouvernements Chávez-Maduro ont toujours répondu par la répression la plus féroce.

Après avoir souffert pendant des décennies d'une situation terrible, après avoir abandonné tout espoir de réformes, aussi modestes soient-elles, de nature permanente, et après avoir porté sur leurs épaules le poids de la crise économique qui frappe le pays, le prolétariat vénézuélien va désormais subir le prix de la «transition» promise par les États-Unis et acceptée par la bourgeoisie vénézuélienne des deux camps. Mais aujourd'hui, la force dont il disposait en 1989 ou en 2002, même si elle était alors conditionnée par un caractère purement spontané ou par une cooptation de la part du régime, a disparu. Cela a été la principale victoire du chavisme et du «socialisme du XXIe siècle»: ils ont

étouffé toute velléité d'indépendance de la part de la classe ouvrière, en l'aveuglant avec des illusions démocratiques fondées principalement sur l'amélioration des conditions matérielles et sociales d'une partie du prolétariat transformée en «aristocratie ouvrière» et sur un «anti-impérialisme» de type petit-bourgeois, qui la maintient paralysée et incapable, pour l'instant, de toute forme de riposte.

Si l'agression impérialiste américaine constitue un avertissement pour les bourgeoisies latino-américaines sur ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas faire en termes d'alliances politiques et économiques, pour les prolétaires de tous les pays de la région, elle est plus qu'une menace: c'est une réalité palpable de l'avenir qui les attend. Les tensions inter-impérialistes obligent à une réorganisation des zones d'influence des principales puissances et à une surexploitation des ressources qui s'y trouvent. Il en va de même pour la main-d'œuvre, principale ressource dont le capitalisme a besoin pour fonctionner. Sous la coupe des États-Unis, qui imposent à nouveau militairement leurs exigences, les prolétaires d'Amérique latine ont un avenir clair: plus d'exploitation par leur bourgeoisie et l'impérialisme yankee, des conditions de vie pires, une répression systématique, la mort... La discipline sociale est la condition indispensable à l'imposition des exigences économiques de la bourgeoisie.

(Suite en page 20)

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 37 / Enero de 2026

••• Crisis burguesa y crisis proletaria ••• 1935-2025. A noventa años de la fundación del Partido Obrero de Unificación Marxista ••• Curso del imperialismo. Algunos datos sobre la economía española ••• América Latina, en el centro del huracán ••• Venezuela: ¡Contra la agresión imperialista norteamericana! ¡Por la lucha de clase del proletariado venezolano, americano y mundial! ••• Rusia en la gran revolución y en la sociedad contemporánea ••• Chile: Medio siglo después, un partidario del golpe de Estado de Pinochet asume el poder democráticamente ••• Represión estatal, nacionalismos e independencia de clase (A propósito de la «cuestión de la Cabilia») ••• Presión «racial» del campesinado, presión de clase de los pueblos de color (Extraído) ••• El combate contra la discriminación y el racismo anti inmigrantes, terreno esencial de la lucha de clase proletaria

Precio del ejemplar : Europa : 1,5 €, 3 CHF ; América latina : US \$ 1,5 ; USA y CAN : US \$ 2.

Venezuela :

Contre l'agression impérialiste américaine ! Pour la lutte de classe du prolétariat vénézuélien, américain et mondial !

(Suite de la page 19)

Et la bourgeoisie vénézuélienne, bo-livarienne ou opposante, va devenir leur principale défenseuse. Il y a quelques semaines, alors que les tensions entre les États-Unis et le Venezuela s'intensifiaient, sans que l'issue de la situation ne soit encore claire, nous avons écrit quelques mots auxquels nous n'avons aujourd'hui rien à corriger ni à ajouter :

« Les prolétaires des pays impérialistes doivent s'opposer aux campagnes contre le Venezuela, ainsi qu'à celles qui frappent d'autres pays ; les sanctions économiques, les blocus, les pressions diplomatiques, les interventions « humanitaires » ou les opérations militaires font partie de l'arsenal utilisé pour établir ou renforcer la domination impérialiste sur les pays les plus faibles afin d'en tirer des avantages de toutes sortes. La domination impérialiste doit être combattue sans hésitation, non pas au nom de l'idéologie bourgeoise trompeuse de l'égalité des nations et du respect du « droit international », mais parce que cette domination renforce l'ennemi de classe et rend difficile la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes, en facilitant la corruption de certaines couches de la soi-disant « aristocratie ouvrière ». Tout affaiblissement du pouvoir de la bourgeoisie impérialiste est un facteur positif dans l'antagonisme de classe avec celle-ci ; en même temps, tout affaiblissement de l'impérialisme allège la pression sur les prolétaires des pays dominés, qui sont toujours les premières victimes des actions impérialistes.

La solidarité de classe avec les prolétaires des pays dominés est donc un impératif de la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes et non un vague devoir moral de charité humanitaire.

Les prolétaires des pays impérialistes, et en particulier les prolétaires américains, doivent manifester cette solidarité, non seulement en refusant de participer à la campagne contre le Venezuela, en dénonçant la rhétorique sur la lutte contre la drogue, la démocratie et les droits humains, qui ne sert qu'à camoufler les intérêts impérialistes sordides, mais aussi en s'opposant aux mesures gouvernementales contre les immigrants légaux et illégaux, vénézuéliens et autres. Récemment, des centaines de milliers d'immigrants, dont 600 000 Vénézuéliens, ont perdu leur droit de rester aux États-Unis, ce qui les condamne à la clandestinité. La solidarité

avec les prolétaires immigrés est essentielle pour renforcer l'ensemble du prolétariat contre une bourgeoisie qui n'hésite pas à recourir à la force pour défendre ses intérêts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Face aux tensions croissantes entre les États, à la crise économique, aux sanctions, à la misère et à la menace de guerre, le prolétariat n'a qu'une seule voie : celle de la lutte de classe internationale. Cela implique : **aucun « soutien tactique »** au gouvernement Maduro, **rupture totale avec tous les fronts communs avec la bourgeoisie**, qu'ils soient patriotiques, démocratiques ou « anti-impérialistes » ; le **rejet de tous les camps bourgeois** : Maduro, l'opposition libérale, les gouvernements impérialistes, les blocs régionaux ; la reprise de la lutte de classe indépendante des partis et des syndicats défenseurs de l'ordre bourgeois ; le travail pour la reconstitution d'un mouvement communiste international qui unifie les luttes des prolétaires du Venezuela, des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Ni les menaces de Washington, ni les discours patriotiques de Caracas, ni les promesses de l'opposition bourgeoise ne peuvent offrir une issue aux exploités. Tous ces camps défendent la propriété privée, le travail salarié, la concurrence généralisée entre les entreprises et les États, c'est-à-dire les fondements mêmes de l'exploitation capitaliste.

Les prolétaires du Venezuela doivent refuser de mourir pour la patrie ; les prolétaires des États-Unis et d'Europe doivent refuser de soutenir leurs sanctions, leurs flottes, leurs bases militaires. Partout, il s'agit de reprendre le fil rompu de Liebknecht, de Lénine et des deux premières années de la IIIe Internationale : l'ennemi principal, pour chaque prolétaire, se trouve dans son propre pays : sa propre bourgeoisie et son propre État. Ce n'est qu'en unissant leurs luttes au-delà des frontières, sur la base d'un programme communiste de destruction du capitalisme et de la société de classes, que les travailleurs du Venezuela et du reste du monde pourront sortir du piège mortel dans lequel les bourgeoisies rivales tentent de les enfermer. »

Troupes américaines hors du Venezuela !

Contre la guerre impérialiste, guerre de classe prolétarienne !

L'ennemi est dans notre pays, c'est notre propre bourgeoisie !

4/01/2026



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista» : Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de «il comunista»» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme,
15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact,
écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2026

Paris: 1800,00 / Roland: 29,00 / Solidarité ouvrière internationale avec les prolétaires palestiniens: 100,00 / RS: 27 / Victor: 100,00

Total liste : 2056,00
Total général : 2056,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 CHF / £ 10/5 DT/40 DA/20 DH/6\$ Can
Abonnement de soutien: 15 € / 30 CHF / £ 15 / 12 \$ Can

«Programme Communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 200 DA / 25 DH / USA et CAN: US \$ 4
Abonnement: le prix de 4 numéros.
«il comunista», le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5.

Abonnement: le prix de 4 numéros.
«el proletario» Le numéro: Europe : 1,5€, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 2.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 CHF / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 3.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US \$ 4
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US \$ 2